



Nations Unies

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

**Rapport sur les travaux
de la trente-troisième session
(8 décembre 2023 et 13-17 mai 2024)**

Conseil économique et social
Documents officiels, 2024
Supplément n° 10

Conseil économique et social
Documents officiels, 2024
Supplément n° 10

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

**Rapport sur les travaux de la trente-troisième session
(8 décembre 2023 et 13-17 mai 2024)**



Nations Unies • New York, 2024

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur la reprise de sa trente-troisième session, qui se tiendra les 5 et 6 décembre 2024, sera publié comme *Supplément n° 10A des Documents officiels du Conseil économique et social, 2024* ([E/2024/30/Add.1](#)).

Table des matières

Chapitre	Page
Résumé	v
I. Questions appelant des décisions du Conseil économique et social ou portées à son attention	1
A. Projets de résolutions dont il est demandé au Conseil économique et social de recommander l'adoption à l'Assemblée générale	1
I. Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	1
II. Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion	5
III. Prévenir et combattre la violence perpétrée contre les enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale	7
B. Projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social	11
Traitement des enfants associés à des groupes terroristes*, y compris des enfants qui sont recrutés et exploités par ces groupes	11
C. Projets de décisions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social	15
I. Réélection et nomination des membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice	15
II. Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-troisième session et ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session	15
D. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social	16
Lutte contre la traite des êtres humains dans le contexte des mutations rapides dans le domaine technologique	16
Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice	21
II. Débat général	22
III. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique	27
Délibérations	27
IV. Débat thématique sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité ..	29
A. Résumé de la présidence	30
B. Atelier organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité	32

* Dans le contexte de la présente résolution, il n'existe pas de définition internationalement reconnue de l'expression « associés à des groupes terroristes » ; les définitions nationales peuvent donc englober divers degrés d'association avec des groupes terroristes ou d'affiliation à ces groupes, et doivent être interprétées conformément au droit national.

V.	Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.	34
A.	Délibérations.	35
B.	Mesures prises par la Commission	38
VI.	Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale	40
	Délibérations.	41
VII.	Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face.	43
	Délibérations.	43
VIII.	Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	45
A.	Délibérations.	45
B.	Mesures prises par la Commission	46
IX.	Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions 75/290 A et 75/290 B de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	48
	Délibérations.	48
X.	Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session de la Commission.	49
	Mesures prises par la Commission	49
XI.	Questions diverses	50
XII.	Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-troisième session	51
XIII.	Organisation de la session	52
A.	Consultations informelles d'avant-session.	52
B.	Ouverture et durée de la session	52
C.	Participation	52
D.	Élection du Bureau.	52
E.	Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.	53
F.	Documentation	54
G.	Clôture de la session	54

Résumé

Le présent résumé a été établi conformément à l'annexe de la résolution 68/1 de l'Assemblée générale, intitulée « Examen de l'application de la résolution 61/16 de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social », dans laquelle il est indiqué que les organes subsidiaires du Conseil devraient, entre autres, insérer un résumé dans leurs rapports.

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a tenu la partie principale de sa trente-troisième session du 13 au 17 mai 2024. Le présent document contient le rapport sur cette partie de la session et le texte des résolutions et décisions que la Commission y a adoptées ou qu'elle a recommandé au Conseil économique et social d'adopter ou d'approuver en vue de leur adoption par l'Assemblée générale.

À sa trente-troisième session, la Commission a tenu un débat général. Elle a également examiné les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique et la question de l'intégration et de la coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris en ce qui concerne la ratification et l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, de la Convention des Nations Unies contre la corruption et des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme, ainsi que d'autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale et d'autres activités à l'appui des travaux de l'ONUDC. Elle a en outre débattu de l'utilisation et de l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, des tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face, ainsi que de la suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et des préparatifs du quinzième Congrès. Elle a aussi réfléchi à ses contributions aux travaux du Conseil économique et social, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le thème principal de la trente-troisième session de la Commission était « Promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité ». La Commission a tenu un débat thématique sur le sujet.

La Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'approuver les projets de résolutions suivants en vue de leur adoption par l'Assemblée générale : a) « Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale » ; b) « Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion » ; et c) « Prévenir et combattre la violence perpétrée contre les enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale ».

Elle a également décidé de recommander au Conseil économique et social d'adopter les projets de résolution et de décision suivants : a) « Traitement des enfants associés à des groupes terroristes^a, y compris des enfants qui sont recrutés et exploités par ces groupes » ; b) « Réélection et nomination des membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice » ; et c) « Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-troisième session et ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session ».

La Commission a adopté la résolution et la décision suivantes : a) « Lutte contre la traite des personnes dans le contexte des mutations rapides dans le domaine

technologique » ; et b) « Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ».

^a Dans le contexte de la présente résolution, il n'existe pas de définition internationalement reconnue de l'expression « associés à des groupes terroristes » ; les définitions nationales peuvent donc englober divers degrés d'association avec des groupes terroristes ou d'affiliation à ces groupes, et doivent être interprétées conformément au droit national.

Chapitre I

Questions appelant des décisions du Conseil économique et social ou portées à son attention

A. Projets de résolutions dont il est demandé au Conseil économique et social de recommander l'adoption à l'Assemblée générale

1. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'approuver les projets de résolutions ci-après en vue de leur adoption par l'Assemblée générale :

Projet de résolution I

Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

L'Assemblée générale,

Soulignant la responsabilité que l'Organisation des Nations Unies assume dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale en vertu de la résolution 155 C (VII) du Conseil économique et social en date du 13 août 1948 et de sa propre résolution 415 (V) du 1^{er} décembre 1950,

Consciente que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui constituent une importante tribune intergouvernementale, influent sur les politiques et pratiques nationales et favorisent la coopération internationale dans ce domaine en facilitant l'échange de vues et de données d'expérience, en mobilisant l'opinion publique et en recommandant différentes politiques possibles aux niveaux national, régional et international,

Rappelant sa résolution 46/152 du 18 décembre 1991, à l'annexe de laquelle les États Membres affirmaient que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale devaient se réunir tous les cinq ans pour permettre, notamment, l'échange de vues entre États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et experts représentant diverses professions et disciplines, l'échange de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration des politiques et le recensement des tendances et des questions nouvelles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

Rappelant également les dispositions applicables de sa résolution 56/119 du 19 décembre 2001,

Rappelant en outre les dispositions applicables de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996,

Rappelant sa résolution 76/181 du 16 décembre 2021, dans laquelle elle a souscrit à la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptée par le quatorzième Congrès, et a demandé à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'examiner l'application de la Déclaration de Kyoto au titre du point permanent de son ordre du jour intitulé « Suite donnée au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale »,

Rappelant également sa résolution [77/231](#) du 15 décembre 2022, dans laquelle elle a décidé de tenir le quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en 2026, sans préjudice des dates qui seraient fixées pour les congrès suivants et avec l'objectif de continuer à tenir un congrès tous les cinq ans, à la lumière du processus de suivi intensif que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale avait entrepris pour veiller à l'application de la Déclaration de Kyoto,

Rappelant en outre sa résolution [78/223](#) du 19 décembre 2023, dans laquelle elle a approuvé les points de l'ordre du jour et décidé du thème principal et des sujets des ateliers du quinzième Congrès et décidé aussi que la durée du Congrès ne dépasserait pas huit jours, consultations préalables comprises,

Rappelant que, dans sa résolution [78/223](#), elle a décidé que, conformément à sa résolution [56/119](#), le quinzième Congrès adopterait une déclaration unique qui serait soumise à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale afin qu'elle l'examine, et que la Commission accorderait l'attention voulue au rapport du quinzième Congrès,

Encouragée par le succès du quatorzième Congrès, qui a offert un cadre international des plus vastes et divers à l'échange de vues et de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration de politiques et de programmes entre États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et spécialistes représentant diverses professions et disciplines,

Félicitant le Gouvernement japonais d'avoir organisé un quatorzième Congrès intensif, succinct et fructueux, malgré des circonstances difficiles dues à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et consciente qu'il est nécessaire de rechercher sans cesse des moyens d'améliorer encore les travaux des futurs congrès,

Soulignant combien il importe de mener toutes les activités préparatoires au quinzième Congrès dans les délais voulus et en concertation,

Tenant compte de la Stratégie de gestion de la durabilité dans le système des Nations Unies (2020-2030) et des meilleures pratiques dans les préparatifs et l'organisation du quinzième Congrès,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale¹,

1. *Invite de nouveau* les gouvernements à prendre en compte la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030² dans l'élaboration de leur législation et de leurs directives et à mettre tout en œuvre, selon les besoins, pour appliquer les principes qui y sont formulés, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ;

2. *Se félicite* que le Gouvernement japonais entende veiller avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à ce que la suite voulue soit donnée à la Déclaration de Kyoto ;

3. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, agissant conformément à son mandat, de continuer à appliquer les mesures stratégiques et opérationnelles appropriées au suivi de la Déclaration de Kyoto, et notamment de tenir, entre ses sessions, des discussions thématiques visant à faciliter

¹ [E/CN.15/2024/12](#).

² Résolution [76/181](#), annexe.

la mise en commun, entre États Membres et parties concernées, des informations disponibles, des bonnes pratiques suivies et des enseignements tirés, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires ;

4. *Prend note* des progrès réalisés jusqu'à présent dans les préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;

5. *Décide* que le quinzième Congrès se tiendra à Abou Dhabi du 25 au 30 avril 2026, avec des consultations préalables le 24 avril 2026 ;

6. *Décide également* que le débat de haut niveau du quinzième Congrès aura lieu les deux premiers jours du Congrès pour permettre aux chefs d'État ou de gouvernement et aux ministres de débattre du thème principal du Congrès et favoriser des échanges utiles ;

7. *Invite de nouveau* les États Membres à se faire représenter au quinzième Congrès au plus haut niveau possible, par la ou le chef de l'État ou du gouvernement, la ou le Ministre de la justice ou un ou une autre ministre du gouvernement, par exemple, et à faire des déclarations sur le thème et les sujets du Congrès ;

8. *Invite également de nouveau* les États Membres à jouer un rôle actif au quinzième Congrès en y détachant des spécialistes des questions juridiques et politiques, y compris des praticiennes et praticiens ayant reçu une formation spécialisée et acquis une expérience pratique en matière de prévention du crime et de justice pénale ;

9. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, conformément à sa résolution 73/184 du 17 décembre 2018, d'entamer, lors des réunions intersessions qui se tiendront après la partie principale de sa trente-quatrième session et bien avant le quinzième Congrès, la rédaction d'un projet de déclaration structuré, succinct et concis qui véhicule un message politique général fort au sujet des principaux points devant être débattus au Congrès, en tenant compte des conclusions des réunions préparatoires régionales, des consultations menées avec les organisations et entités compétentes, et des débats tenus dans le cadre des préparatifs du Congrès, ainsi que du mandat et des objectifs des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;

10. *Encourage* les États Membres à finaliser leurs négociations sur la déclaration d'Abou Dhabi en temps voulu avant le début du quinzième Congrès afin que la déclaration puisse être adoptée le jour de l'ouverture de celui-ci, suivant l'approche adoptée lors des préparatifs des treizième et quatorzième Congrès ;

11. *Décide* que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale accordera, au cours du débat thématique qu'elle tiendra à sa trente-cinquième session, l'attention voulue au rapport du quinzième Congrès ;

12. *Prend note avec satisfaction* du projet de guide de discussion que le Secrétaire général a établi, en coopération avec les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, pour les réunions régionales préparatoires et le quinzième Congrès ;

13. *Prie* le Secrétaire général de parachever le guide de discussion en temps voulu, compte tenu des recommandations de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que des observations et autres réactions des États Membres, pour que les réunions régionales préparatoires au quinzième Congrès puissent se tenir le plus tôt possible en 2025 ;

14. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faciliter l'organisation des cinq réunions régionales préparatoires et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au quinzième Congrès, suivant la pratique établie ;

15. *Prie instamment* les participantes et participants aux réunions régionales préparatoires d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les sujets des ateliers du quinzième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviront de point de départ aux projets de recommandations et de conclusions dont le Congrès sera saisi ;

16. *Invite* les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du quinzième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux ;

17. *Souligne* l'importance des ateliers qui auront lieu dans le cadre du quinzième Congrès et invite les États Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres entités compétentes à apporter un appui financier, organisationnel et technique à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi qu'aux instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour la préparation des ateliers, y compris l'élaboration et la distribution de la documentation de base ;

18. *Prie* le Secrétaire général de faciliter, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, la participation des pays en développement aux ateliers, et encourage les États, les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les autres entités intéressées et le Secrétaire général à collaborer pour faire en sorte que les ateliers soient bien ciblés et donnent des résultats concrets qui débouchent sur des idées de coopération technique et des projets et documents visant le renforcement des activités bilatérales et multilatérales d'assistance technique menées dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale ;

19. *Prie également* le Secrétaire général de faciliter la tenue, en marge du quinzième Congrès, de réunions entre les organisations non gouvernementales et associations professionnelles qui y participeront, suivant la pratique établie, ainsi que de réunions de groupes de défense d'intérêts professionnels et géographiques, et de prendre les mesures voulues pour favoriser la participation des universitaires et des chercheurs aux travaux du Congrès, et encourage les États Membres à participer activement à ces réunions, car elles sont l'occasion d'établir et d'entretenir des partenariats solides avec le secteur privé et les organisations de la société civile ;

20. *Encourage* les programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour préparer le quinzième Congrès ;

21. *Prie* le Secrétaire général d'établir un plan pour la documentation du quinzième Congrès, en consultation avec le bureau élargi de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ;

22. *Prie également* le Secrétaire général de nommer, suivant la pratique établie, un Secrétaire général et un Secrétaire exécutif du quinzième Congrès, qui exerceront leurs fonctions conformément aux dispositions du règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;

23. *Prie en outre* le Secrétaire général de fournir à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, sur les crédits ouverts au budget-programme de 2025 et au budget-programme de 2026, les ressources nécessaires aux préparatifs et à la tenue du quinzième Congrès ;

24. *Prie* le Secrétaire général de mener, en collaboration avec les États Membres, une vaste et efficace campagne d'information sur les préparatifs du

quinzième Congrès, sur le Congrès lui-même et sur le suivi et la mise en œuvre de ses recommandations ;

25. *Prie* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de consacrer suffisamment de temps, à sa trente-quatrième session, à l'examen des progrès réalisés dans les préparatifs du quinzième Congrès, de finir en temps utile de prendre toutes les dispositions organisationnelles et techniques en suspens et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social ;

26. *Prie* le Secrétaire général d'assurer à la présente résolution la suite voulue et de lui en rendre compte par l'intermédiaire de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa trente-quatrième session ;

27. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter, à sa quatre-vingt et unième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

Projet de résolution II

Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion

L'Assemblée générale,

Rappelant les conclusions du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021, telles qu'elles ressortent du rapport du Congrès³ et de la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030⁴,

Réaffirmant l'engagement pris dans la Déclaration de Kyoto de réduire la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion sociale,

Prenant note des délibérations du quatorzième Congrès tenues au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Approches intégrées face aux problèmes rencontrés par le système de justice pénale », au cours desquelles certains États Membres ont évoqué, entre autres, la nécessité de fournir aux systèmes nationaux de justice pénale des orientations pratiques sur la réduction de la récidive, et recommandé d'établir de nouvelles règles et normes des Nations Unies axées sur la question de la réduction de la récidive,

Prenant note également des débats qui ont eu lieu lors de l'atelier consacré au thème « La réduction de la récidive : repérer les risques et concevoir des solutions » et à ses trois sous-thèmes, dont il est rendu compte dans le rapport du Comité II du quatorzième Congrès, et en particulier de l'encouragement adressé par certains participants aux États Membres à partager des informations sur les pratiques prometteuses et à envisager l'élaboration, sous l'égide de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de stratégies types propres à réduire la récidive qui reflètent, entre autres, les bonnes pratiques examinées au cours de l'atelier⁵,

Rappelant les règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale qu'elle a adoptées ou recommandées, y compris l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela⁶), les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok⁷), les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté

³ [A/CONF.234/16](#).

⁴ Résolution [76/181](#), annexe.

⁵ Voir [A/CONF.234/16](#), chap. VII, sect. B.

⁶ Résolution [70/175](#), annexe.

⁷ Résolution [65/229](#), annexe.

(Règles de Tokyo⁸) et l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing⁹), et prenant note dans le même temps de la nécessité de règles et normes portant expressément sur la réduction de la récidive,

Soulignant qu'il importe d'assurer la complémentarité des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et, selon qu'il convient, de favoriser les synergies entre elles,

Rappelant ses résolutions 76/182 du 16 décembre 2021, 77/232 du 15 décembre 2022 et 78/224 du 19 décembre 2023,

Rappelant également la demande qu'elle a adressée à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de convoquer, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, la réunion d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, qui bénéficierait de services d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en vue d'élaborer des stratégies types propres à réduire la récidive qui pourraient être utiles aux États Membres, en prenant en considération les dispositions pertinentes des règles et normes des Nations Unies existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale, les évolutions actuelles, les travaux de recherche, les outils et les contributions écrites des États Membres, mais aussi les conclusions de la réunion d'experts consacrée à la question, tenue du 6 au 8 avril 2022,

Prenant note des débats tenus et des progrès réalisés lors de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur les stratégies types propres à réduire la récidive, qui a été convoquée avec le soutien du Gouvernement japonais les 4 et 5 septembre 2023, sur la base du document de travail établi par le Secrétariat¹⁰, et qui a repris ses travaux du 25 au 28 mars 2024, sur la base du document de travail établi par la présidence¹¹, dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, et à l'issue de laquelle le groupe a recommandé, entre autres, que les règles et normes des Nations Unies existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale continuent d'être prises en considération, de manière à ce qu'elles soient respectées,

1. *Autorise* le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur les stratégies types propres à réduire la récidive à poursuivre ses travaux dans le cadre de son mandat en vue de présenter un rapport à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa trente-quatrième session ;

2. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de convoquer, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, une nouvelle réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, avec des services d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, afin qu'il puisse terminer l'élaboration des stratégies types propres à réduire la récidive ;

3. *Encourage vivement* les États Membres à participer activement à la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée et à inclure dans leurs délégations des spécialistes issus de diverses disciplines pertinentes ;

4. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'aider les États Membres, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, à réduire la récidive en favorisant les environnements propices à la réadaptation et à la

⁸ Résolution 45/110, annexe.

⁹ Résolution 40/33, annexe.

¹⁰ E/CN.15/2023/13.

¹¹ UNODC/CCPCJ/EG.9/2023/2.

réinsertion par l'apport d'une assistance technique, y compris d'un appui matériel, aux États Membres, en particulier aux pays en développement, qui le demandent, compte tenu de leurs besoins et priorités, ainsi que des difficultés et des restrictions existantes ;

5. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins des activités mentionnées dans la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

Projet de résolution III

Prévenir et combattre la violence perpétrée contre les enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹², le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹³, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁴, la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁵ et tous les autres traités internationaux et régionaux pertinents,

Rappelant également les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier celles qui concernent la justice pour enfants¹⁶,

Rappelant en outre sa résolution 69/194 du 18 décembre 2014, intitulée « Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale », et réaffirmant que la violence contre les enfants ne saurait en aucun cas être justifiée et que les États ont le devoir de protéger les enfants, y compris ceux qui sont en conflit avec la loi, de toutes les formes de violence et de violations des droits humains et d'agir avec toute la diligence voulue pour interdire et prévenir les actes de violence dirigés contre des enfants, enquêter sur ces actes, mettre fin à l'impunité et prêter assistance aux victimes, en empêchant notamment leur revictimisation,

¹² Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

¹³ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, n° 27531.

¹⁶ Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad), Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale, Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, Principes directeurs applicables à la prévention du crime, Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, orientations pour la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la délinquance urbaine, Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, Principes directeurs en vue d'une application efficace du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

Ayant à l'esprit que les Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale reconnaissent le rôle clef que joue le système judiciaire pour ce qui est de prévenir et de combattre la violence à l'encontre des enfants, et appellent l'attention sur le fait que les États Membres doivent veiller à utiliser le droit pénal de façon appropriée et efficace pour incriminer diverses formes de violence à l'encontre des enfants, dont celles interdites par le droit international applicable, ainsi que pour prévenir et combattre la violence à l'encontre des enfants, notamment en garantissant l'interdiction par la loi du recrutement forcé ou obligatoire d'enfants pour les conflits armés et en prenant des mesures propres à prévenir les diverses formes d'exploitation par des groupes criminels, de sorte, entre autres, que les institutions de justice pénale redoublent de diligence s'agissant d'enquêter sur les personnes qui commettent des actes violents contre les enfants, de les traduire en justice et d'assurer leur réinsertion,

Rappelant sa résolution [70/1](#) du 25 septembre 2015, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », et attirant l'attention en particulier sur l'intérêt que présentent l'objectif de développement durable n° 16, qui consiste à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, à assurer l'accès de tous et toutes à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous et à toutes, et la cible 16.2 qui y est associée, laquelle consiste à mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants,

Rappelant également sa résolution [76/181](#) du 16 décembre 2021, dans laquelle elle a souscrit à la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement le paragraphe 29 de la Déclaration, où est lancé un appel à répondre aux besoins et à défendre les droits des enfants et des jeunes, compte dûment tenu de leurs vulnérabilités, pour les protéger contre toutes les formes de criminalité, de violence, d'abus et d'exploitation, y compris en ligne, telles que l'exploitation et les atteintes sexuelles et la traite, en considérant les risques particuliers encourus par les enfants dans le contexte du trafic illicite de personnes migrantes mais aussi du recrutement par des groupes criminels organisés, y compris des bandes, ainsi que par des groupes terroristes,

Rappelant en outre que dans la Déclaration de Kyoto, les États ont reconnu l'importance de la coopération internationale, y compris par le renforcement des capacités et l'assistance technique,

Rappelant la résolution 26/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 26 mai 2017, sur la prise en considération de la problématique femmes-hommes dans les politiques et programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale et dans les efforts déployés pour prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée,

Soulignant que le traitement réservé aux enfants soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'avoir enfreint la loi, en particulier à ceux qui sont privés de liberté, ainsi qu'aux enfants victimes ou témoins d'infractions, devrait être respectueux de leurs droits, de leur dignité et de leurs besoins, conformément au droit international applicable, notamment aux obligations qu'impose le droit international des droits humains, compte tenu des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, et compte tenu également de l'âge, du genre, de la situation sociale et des besoins en matière de développement de l'enfant, ainsi que de tout handicap qu'il pourrait avoir,

Rappelant sa résolution [78/227](#) du 19 décembre 2023, intitulée « Égalité d'accès à la justice pour tous et toutes », dans laquelle elle a affirmé qu'il importait que

certaines membres de la société, comme les enfants, les personnes handicapées, les personnes en situation de vulnérabilité et les victimes d'actes de violence, bénéficient d'une protection supplémentaire afin de pouvoir accéder aux systèmes judiciaires,

Vivement préoccupée par le fait que les enfants se trouvant dans des contextes de criminalité organisée et de terrorisme sont particulièrement exposés à la criminalité et à la violence et risquent davantage d'être recrutés, soumis à des abus et exploités par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes,

Vivement préoccupée aussi par le fait que les enfants risquent de plus en plus d'être recrutés, soumis à des abus et exploités par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes au moyen des technologies modernes en constante évolution, en particulier en ligne, notamment au moyen des médias sociaux et d'autres plateformes en ligne,

Rappelant sa résolution [77/233](#) du 15 décembre 2022, intitulée « Renforcer l'action menée aux niveaux national et international, y compris avec le secteur privé, pour protéger les enfants contre l'exploitation et les atteintes sexuelles »,

Prenant note avec satisfaction de l'important travail sur les droits de l'enfant dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale mené par les entités, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, y compris l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que par la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants et par les titulaires de mandats et les organes conventionnels compétents, et se félicitant de la participation active de la société civile à ce qui est fait dans ce domaine,

Saluant les activités que mène l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour aider les États Membres à prévenir et à combattre la violence contre les enfants, et prenant note de la Stratégie pour 2023-2030 visant à mettre fin à la violence contre les enfants qui a été conçue par l'Office et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants,

Rappelant sa résolution [76/270](#) du 21 juin 2022, intitulée « Interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire », dans laquelle elle a encouragé l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire à resserrer leur coopération au service de leurs objectifs communs,

1. *Condamne fermement* la violence contre les enfants, réaffirme que l'État a le devoir de protéger les enfants de toutes les formes de violence, dans les espaces tant publics que privés, et lance un appel pour qu'il soit mis fin à l'impunité, notamment par l'ouverture d'enquêtes et de poursuites dans le respect des formes régulières et la prise de sanctions à l'encontre de quiconque commet de tels actes ;

2. *Prie instamment* les États Membres, conformément aux principes fondamentaux de leur droit interne, d'éliminer tous les obstacles pouvant entraver l'accès des enfants ou leur participation au système de justice, notamment toute forme de discrimination, d'accorder une attention particulière à la question des droits de l'enfant, y compris des intérêts supérieurs de l'enfant en tant que considération primordiale, et de faire en sorte à cet égard que les enfants en contact avec le système de justice pénale soient traités d'une manière adaptée à leur âge et à leur genre, compte tenu des besoins spécifiques des enfants en situation particulièrement vulnérable ;

3. *Encourage* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à intégrer les questions relatives à la prévention du crime et aux enfants dans leurs activités générales destinées à assurer la primauté du droit, et à élaborer et appliquer une politique globale en matière de prévention du crime et de justice en vue d'empêcher

que des enfants ne soient impliqués dans des activités criminelles, de promouvoir le recours à des mesures de substitution à la détention, telles que la déjudiciarisation ou la justice réparatrice, d'adopter des stratégies de réinsertion des enfants ayant commis des infractions et de respecter le principe voulant, lorsqu'il s'agit d'enfants, que la privation de liberté ne soit utilisée qu'en dernier ressort et pour une durée aussi courte que possible, et que la détention provisoire des enfants soit évitée autant que possible ;

4. *Engage* les États Membres à prendre toutes les mesures efficaces voulues pour prévenir et combattre le recrutement, l'abus et l'exploitation d'enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes, notamment en adoptant des dispositions légales qui soient conformes aux obligations que leur impose le droit international et qui visent à interdire et à incriminer ces pratiques et en agissant pour que celles et ceux qui s'en rendent coupables soient tenus responsables ;

5. *Engage également* les États Membres à adopter des mesures visant spécifiquement à prévenir et à combattre le recrutement, l'abus et l'exploitation d'enfants en ligne par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes ;

6. *Encourage* les États Membres à favoriser la collaboration entre les décideurs et les organismes publics, en impliquant les établissements d'enseignement, le secteur privé, les organisations de la société civile et les enfants eux-mêmes, afin de prévenir et de combattre le recrutement, l'abus et l'exploitation d'enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes et de promouvoir la participation du public et la prise de conscience face à ce problème ;

7. *Souligne* qu'il importe de reconnaître la qualité de victime aux enfants recrutés, soumis à des abus et exploités par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes et insiste sur le fait que la reconnaissance de la qualité de victime n'exclut pas la responsabilité pénale et d'autres formes de responsabilité des enfants soupçonnés d'avoir commis des infractions terroristes, criminelles et autres et n'exclut pas d'éventuelles poursuites pour de telles infractions conformément au droit national, et réaffirme que tous les enfants ayant été associés à de tels groupes devraient être traités d'une façon respectueuse de leurs droits, de leur dignité, de leurs besoins et de leur intérêt supérieur compte dûment tenu de leurs priorités, conformément au droit international applicable, notamment aux obligations qu'impose le droit international des droits humains, compte tenu des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et la priorité étant accordée à leur réinsertion ;

8. *Engage* les États Membres à mettre en œuvre des mesures visant à faciliter la réadaptation et la réinsertion des enfants et des jeunes qui ont été impliqués dans des groupes criminels organisés quels qu'ils soient, y compris des bandes, ainsi que dans des groupes terroristes, et à renforcer les mesures en place selon qu'il convient, tout en protégeant leurs droits et en reconnaissant pleinement qu'il importe de rendre la justice et d'assurer la sécurité des victimes de ces groupes criminels et celle de la société tout au long de la mise en œuvre de ces mesures ;

9. *Encourage* les États Membres, selon qu'il conviendra, à échanger des informations sur les groupes criminels organisés et les groupes terroristes par l'intermédiaire de plateformes bilatérales et multilatérales pertinentes, telles que l'Organisation internationale de police criminelle, et à faire le meilleur usage possible de ses outils, ressources et expertise afin de prévenir et de combattre le recrutement, l'abus et l'exploitation d'enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes ;

10. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de fournir une assistance technique aux États Membres qui en font la demande, selon leurs priorités et leurs besoins et sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, aux fins de l'application de la présente résolution ;

11. *Prie également* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'organiser en marge du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, une rencontre de parlementaires de tous les États Membres qui pourraient échanger des bonnes pratiques à suivre pour éliminer la violence contre les enfants et promouvoir les droits de l'enfant dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, avec la participation de l'Union interparlementaire ;

12. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins spécifiées dans la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

B. Projet de résolution dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social

2. La Commission recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Projet de résolution

Traitement des enfants associés à des groupes terroristes*, y compris des enfants qui sont recrutés et exploités par ces groupes

Le Conseil économique et social,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁷, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁸, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁹, la Convention relative aux droits de l'enfant²⁰ et tous les autres traités internationaux et régionaux pertinents,

Rappelant également les règles et normes des Nations Unies relatives à la prévention du crime et à la justice pénale, en particulier celles concernant la justice pour mineurs²¹,

* Dans le contexte de la présente résolution, il n'existe pas de définition internationalement reconnue de l'expression « associés à des groupes terroristes » ; les définitions nationales peuvent donc englober divers degrés d'association avec des groupes terroristes ou d'affiliation à ces groupes, et doivent être interprétées conformément au droit national.

¹⁷ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

¹⁸ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, n° 27531.

²¹ L'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad), les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, les Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale, les Lignes directrices en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok), les Stratégies et mesures concrètes types des Nations Unies relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale, les Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, les Principes directeurs applicables à la prévention du crime, les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, les orientations pour la coopération et l'assistance technique dans le domaine de la prévention de la délinquance urbaine, le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois, les Principes directeurs en vue d'une application efficace du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois.

Soulignant qu'il importe de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030²², et estimant qu'il faut s'attacher tout particulièrement à combattre la pauvreté, le dénuement, les inégalités et la discrimination sous toutes ses formes, y compris lorsqu'ils sont concomitants, pour protéger les enfants du fléau du terrorisme et pour promouvoir la résilience des enfants, de leurs familles et de leurs communautés, et qu'il importe de promouvoir l'éducation pour tous et toutes et des sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable,

Sachant que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves qui soient contre la paix, la sécurité et le développement durable, et que les enfants sont gravement touchés par ce phénomène,

Réaffirmant que les actes, méthodes et pratiques du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations visent à anéantir les droits humains, les libertés fondamentales et la démocratie, à menacer l'intégrité territoriale et la sécurité des États et à déstabiliser des gouvernements légitimement constitués, et que la communauté internationale devrait prendre les mesures voulues pour renforcer la coopération en vue de prévenir et de combattre le terrorisme de façon décisive, cohérente, concertée, inclusive et transparente,

Réaffirmant également que les États Membres doivent veiller à ce que toutes les mesures prises pour lutter contre le terrorisme soient conformes à toutes les obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits humains, le droit international des réfugiés et le droit international humanitaire, soulignant que le respect des droits humains, celui des libertés fondamentales et celui de l'état de droit se complètent et renforcent les mesures antiterroristes effectives et sont à leur tour renforcés par elles, et qu'ils constituent un élément essentiel de toute action antiterroriste efficace, notant qu'il importe de respecter l'état de droit pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme, et notant également que le non-respect de ces obligations internationales ou d'autres, comme celles faites par la Charte des Nations Unies, est un des facteurs favorisant la radicalisation conduisant à la violence et instaurant un climat d'impunité,

Considérant que le terrorisme et l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme ont un effet préjudiciable sur la pleine jouissance des droits humains et des libertés fondamentales et entravent le plein exercice des droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, et qu'ils constituent une menace pour l'intégrité territoriale et la sécurité des États, la stabilité des gouvernements, l'état de droit et la démocratie et, en fin de compte, pour le fonctionnement des sociétés et la paix et la sécurité internationales,

Considérant également que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de protéger les enfants des menaces liées au terrorisme, conformément au droit, interne et international applicable en la matière, en tenant compte des dispositions pertinentes des règles et normes des Nations Unies existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale en matière de droits de l'enfant, y compris le meilleur intérêt de l'enfant, et considérant le rôle que jouent les services de protection de l'enfance et les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale de la société civile, y compris les organisations locales, et les familles en ce qui concerne la création d'un environnement protecteur, la prévention des actes de violence et d'abus commis à l'encontre des enfants et les réponses qui y sont apportées,

Condamnant fermement le recrutement et l'utilisation systématiques d'enfants pour la perpétration d'attentats terroristes, ainsi que les violations et atteintes commises par les groupes terroristes contre les enfants, quelles que soient les circonstances, comme les meurtres, les atteintes à leur intégrité physique, les

²² Résolution [70/1](#) de l'Assemblée générale.

enlèvements et les viols et autres formes de violence sexuelle, et soulignant que ces violations et atteintes pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, demandant instamment aux États Membres de se conformer aux obligations que leur impose la Convention relative aux droits de l'enfant, et soulignant qu'il importe que les auteurs de ces atteintes et violations répondent de leurs actes,

Préoccupé par les graves séquelles physiques et psychosociales qu'ont les différentes formes de violence et de criminalité, y compris les actes de terrorisme, pour les victimes, en particulier les enfants,

Tenant compte du fait que les enfants victimes et témoins d'actes criminels, y compris les enfants victimes de terrorisme, ont besoin d'une protection, d'une assistance et d'un soutien particuliers appropriés à leur âge, à leur genre, à leur niveau de maturité et à leurs besoins individuels afin de leur éviter des épreuves et une victimisation supplémentaires du fait de leur participation à la procédure pénale,

Notant les efforts déployés par certains États pour rapatrier leurs nationaux, y compris les enfants associés à des groupes terroristes, et pour veiller à leur réhabilitation et à leur réinsertion ultérieures,

Prenant acte avec satisfaction de la collaboration et des synergies existant entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, d'autres entités compétentes des Nations Unies et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), dans le cadre de leurs mandats respectifs, tendant à tirer parti des capacités et des atouts de ces organisations aux fins de renforcer la protection et le bien-être des enfants associés à des groupes terroristes, y compris les enfants recrutés et exploités par ces groupes,

Se félicitant des activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la question des enfants touchés par le terrorisme, notamment la prévention de l'implication d'enfants dans des groupes terroristes et la réadaptation et la réinsertion de ces enfants, y compris de ceux qui ont été associés à des combattants terroristes étrangers, et prenant note du *Manuel sur les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et extrémistes violents : le rôle du système judiciaire*, des trois manuels de formation y relatifs et de la feuille de route de l'Office sur le traitement des enfants associés à des groupes terroristes et extrémistes violents,

1. *Prie instamment* les États Membres de prévenir et d'interdire toutes les formes de recrutement et d'exploitation d'enfants par des groupes terroristes, conformément à leur droit interne et dans le respect des obligations que leur impose le droit international, en adoptant ou en renforçant les dispositions applicables en vigueur, y compris au moyen de l'incrimination ;

2. *Engage* les États Membres à élaborer ou à renforcer à titre prioritaire, selon qu'il conviendra, les mesures visant à prévenir le recrutement et l'exploitation d'enfants par des groupes terroristes, afin de protéger efficacement les enfants et l'ensemble de la société de toute violence future, et de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant ;

3. *Engage également* les États Membres à reconnaître, conformément à leur droit interne, que les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes en sont les victimes, et que les enfants associés d'une autre manière à des groupes terroristes peuvent également être des victimes ou des témoins et que tous devraient être traités avant tout comme des enfants, d'une manière qui fasse de leur intérêt supérieur une considération primordiale, qui serve leur rétablissement physique et psychosocial et leur réinsertion, et qui favorise leur santé, leur bien-être, leur estime de soi et leur dignité, selon des démarches adaptées à l'âge et aux questions de genre et insiste sur le fait que la reconnaissance de la qualité de victime n'exclut pas la responsabilité pénale et d'autres formes de responsabilité des enfants soupçonnées d'avoir commis

des infractions terroristes, criminelles et autres et n'exclut pas d'éventuelles poursuites pour de telles infractions conformément au droit national ;

4. *Encourage* les États Membres à apporter aux enfants associés à des groupes terroristes, y compris les enfants recrutés et exploités par ceux-ci, un appui approprié, en particulier en matière de réadaptation et de réinsertion, y compris aux enfants qui sont rentrés chez eux après avoir été rapatriés, conformément au droit national, et au cas par cas, et compte tenu de leur intérêt supérieur ;

5. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant dans le cadre de son mandat et sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires, de continuer à aider les États Membres qui en font la demande à rapatrier, à réhabiliter et à réintégrer des enfants ayant été associés à des groupes terroristes, y compris, selon qu'il conviendra, en coopération avec d'autres entités du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme et son secrétariat²³ ;

6. *Prie instamment* les États Membres, conformément à leur droit interne et aux obligations que leur impose le droit international, de prendre les mesures voulues pour veiller à ce que les enfants ayant été associés à des groupes terroristes, y compris les enfants recrutés et exploités par ceux-ci, et qui sont en contact avec le système judiciaire ou d'autres autorités nationales, aient le droit de bénéficier de certaines garanties, et d'être traités d'une manière propre à prévenir toute nouvelle victimisation et susceptible de contribuer à leur réadaptation et à leur réinsertion ;

7. *Encourage* les États Membres à échanger des informations sur les groupes criminels organisés et les groupes terroristes au moyen de plateformes bilatérales et multilatérales telles que l'Organisation internationale de police criminelle, et à faire le meilleur usage possible de ses moyens policiers, outils, ressources et expertise afin de prévenir et de combattre le recrutement et l'exploitation d'enfants par des groupes terroristes ;

8. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, agissant dans le cadre de son mandat, en étroite consultation avec les organismes des Nations Unies chargés de la protection de l'enfance, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, de convoquer une réunion de groupe intergouvernemental d'experts, avec des services d'interprétation dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de la disponibilité de fonds extrabudgétaires, afin d'échanger des bonnes pratiques et des études de cas, et de relever les insuffisances et les difficultés existantes en ce qui concerne les enfants associés à des groupes terroristes, l'objectif étant d'élaborer des principes et lignes directrices, y compris dans des formats adaptés aux enfants et accessibles auxquels les États Membres pourraient se référer pour le traitement des enfants associés à des groupes terroristes, et de faire rapport des résultats de cette réunion à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa session suivant la conclusion de la réunion du groupe intergouvernemental d'experts ;

9. *Prie* le groupe intergouvernemental d'experts de prendre en considération, lors de sa réunion, tout document pertinent établi par les entités du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, notamment la feuille de route de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur le traitement des enfants associés à des groupes terroristes et extrémistes violents, les dernières évolutions et travaux de recherche en cours et de solliciter les vues des enfants ;

²³ Le Bureau de lutte contre le terrorisme assure le secrétariat du Pacte des Nations Unies de coordination contre le terrorisme et collabore avec les entités énumérées à l'adresse <https://www.un.org/counterterrorism/global-ct-compact/entities>, et en particulier avec l'UNICEF sur les questions ayant trait aux enfants.

10. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires aux fins des activités mentionnées dans la présente résolution, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

C. Projets de décisions dont l'adoption est recommandée au Conseil économique et social

3. La Commission recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décisions suivants :

Projet de décision I

Réélection et nomination des membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

Le Conseil économique et social décide d'approuver la réélection de Carolina Lizárraga Houghton (Pérou) et la nomination de Baba Tomoko (Japon) comme membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice.

Projet de décision II

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-troisième session et ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session

Le Conseil économique et social :

- a) Prend note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-troisième session ;
- b) Réaffirme la décision 21/1 de la Commission en date du 27 avril 2012 ;
- c) Approuve l'ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session énoncé ci-dessous.

Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat général.
4. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
 - a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;
 - c) Méthodes de travail de la Commission ;
 - d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes.

5. Débat thématique sur la lutte contre les formes de criminalité nouvelles, émergentes et évolutives, y compris les crimes portant atteinte à l'environnement, la contrebande de marchandises et le trafic de biens culturels et autres infractions visant des biens culturels.
6. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant ;
 - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme ;
 - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale ;
 - e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.
7. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
8. Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face.
9. Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
10. Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
11. Ordre du jour provisoire de la trente-cinquième session de la Commission.
12. Questions diverses.
13. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-quatrième session.

D. Questions portées à l'attention du Conseil économique et social

4. La résolution et la décision ci-après, adoptées par la Commission, sont portées à l'attention du Conseil économique et social :

Résolution 33/1

Lutte contre la traite des êtres humains dans le contexte des mutations rapides dans le domaine technologique

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,

Condamnant de nouveau énergiquement la traite des personnes, qui constitue une infraction et une grave menace pour la dignité humaine et les droits humains, l'intégrité physique et le développement durable,

Guidée par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée²⁴ et le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants²⁵,

Rappelant le Programme de développement durable à l'horizon 2030²⁶ et prenant note de sa nature intégrée et indivisible,

Rappelant également l'importance de l'objectif de développement durable n° 16, qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, à assurer l'accès de tous et toutes à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous et toutes,

Rappelant en outre l'importance que revêt l'objectif de développement durable n° 17 pour ce qui est de promouvoir, selon qu'il convient, les partenariats multipartites, notamment les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, qui constituent un moyen précieux de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁷, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁸ et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels²⁹,

Consciente de l'importance du rôle que joue le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes pour ce qui est de promouvoir la coordination et la coopération dans la lutte contre la traite des personnes à l'échelle mondiale, dans le cadre des mandats de ses organismes membres et partenaires,

Consciente également que les mutations rapides dans le domaine technologique ont profondément transformé les sociétés, accru la connectivité, favorisé l'innovation et offrent des possibilités sans précédent, et qu'elles peuvent accélérer la réalisation du Programme 2030 et faire progresser le développement social pour tous et toutes,

Notant que la disponibilité et l'utilisation de plateformes de communication en ligne offrent aux délinquantes et délinquants de nouveaux moyens de commettre des infractions et peuvent contribuer à accroître les risques d'exploitation et de traite des personnes,

Sachant que :

a) Les personnes qui se livrent à la traite tirent de plus en plus parti des technologies numériques pour atteindre un public plus large et étendre leurs activités criminelles, opérant simultanément et anonymement en différents endroits, et qu'elles utilisent et adaptent sans relâche les technologies numériques pour éviter de se faire repérer et se soustraire aux enquêtes les poursuites,

b) Les personnes qui se livrent à la traite utilisent des outils en ligne pour faciliter la traite des personnes, notamment le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, et les opérations financières connexes, et diverses formes d'exploitation visées à l'article 3 a) du Protocole relatif à la traite des

²⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

²⁵ Ibid., vol. 2237, n° 39574.

²⁶ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

²⁷ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

²⁸ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

²⁹ Ibid.

personnes, ainsi que l'exploitation sexuelle des enfants dans le contexte des voyages et du tourisme,

c) L'utilisation d'applications mobiles et de smartphones par les enfants et les adolescents les rend vulnérables à la traite des personnes,

d) Les groupes criminels organisés, y compris les groupes terroristes impliqués dans la traite des êtres humains, utilisent également Internet pour faciliter ce crime, et qu'il est fondamental de lutter contre ce phénomène dans le respect des droits humains et des libertés fondamentales, conformément aux obligations qui découlent du droit national et international,

e) Il importe de prendre en compte les questions de genre dans les politiques et programmes de prévention de la criminalité et de justice pénale, ainsi que dans les efforts déployés pour prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée, y compris la traite des personnes,

f) Il est possible, grâce à la fourniture d'une assistance technique, d'accroître l'efficacité de la coopération internationale et des efforts déployés par les États Membres pour lutter contre la traite des personnes en ligne,

g) Les personnes qui se livrent à la traite utilisent de plus en plus souvent des annonces publiées en ligne pour des emplois apparemment légitimes et exploitent ensuite les victimes ainsi recrutées en les forçant à commettre des fraudes en ligne, notamment par l'intermédiaire de centres d'appel, et en les exposant à des situations de criminalité forcée, de servitude pour dettes ainsi qu'à toute une série de pratiques abusives,

Rappelant sa résolution 32/1 du 27 mai 2023, dans laquelle elle engageait les États Membres à analyser les causes profondes de la traite des personnes, en adoptant une approche centrée sur les victimes, tenant compte des traumatismes subis par celles-ci et des questions de genre et fondée sur les droits humains, qui permette d'évaluer l'influence de l'ensemble des facteurs, y compris les inégalités socioéconomiques, ainsi que l'efficacité et les retombées des politiques, programmes et autres initiatives visant à prévenir et à combattre la criminalité organisée, afin d'adopter en conséquence des politiques et mesures nationales susceptibles de parer à ces causes et de lutter plus efficacement contre la traite ;

Sachant qu'Internet et les nouvelles technologies peuvent contribuer à prévenir et à combattre la traite des personnes et à aider les victimes et les personnes rescapées³⁰, et soulignant qu'il faut disposer de solutions technologiques permettant de détecter les situations de traite et les victimes de la traite et renforcer la coopération entre les services de répression à cet égard,

Soulignant le rôle central de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans la lutte mondiale contre la traite des personnes, tout particulièrement de l'assistance technique qu'il fournit aux États Membres qui en font la demande en vue de lutter contre la traite des personnes et d'appliquer la Convention contre la criminalité organisée et le Protocole relatif à la traite des personnes, en exploitant les outils existants de renforcement des capacités, les enseignements que les États Membres ont tirés de leur expérience et les connaissances spécialisées d'autres organisations internationales,

1. *Engage instamment* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier à titre prioritaire la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole additionnel y relatif visant à

³⁰ L'expression « personne rescapée » ou « personnes rescapées » n'est pas définie dans le Protocole relatif à la traite des personnes, mais elle est utilisée dans certains États Membres pour témoigner du fait que les victimes de la traite peuvent ou ont pu se relever des traumatismes qu'elles ont subis.

prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ou d'y adhérer, compte tenu du rôle central de ces instruments dans la lutte contre la traite des personnes, et prie instamment les États parties à ces instruments de les appliquer pleinement et effectivement ;

2. *Réaffirme* que la traite des personnes, notamment celle des femmes et des enfants, ne peut et ne doit en aucun cas être associée à une religion, nationalité ou civilisation ;

3. *Réaffirme également* qu'il importe d'adopter une approche complète, inclusive et globale et que toutes les parties prenantes doivent collaborer de manière plus concertée pour faire face aux incidences, possibilités et difficultés possibles que représentent les mutations rapides dans le domaine technologique pour lutter contre la traite des êtres humains à l'ère numérique ;

4. *Considère* qu'il importe de mieux coordonner et d'intensifier les initiatives mondiales de renforcement des capacités numériques et d'appuyer davantage le renforcement des capacités des pays ;

5. *Encourage* les États Membres à veiller à ce que la promotion et la protection des droits humains des victimes de la traite des personnes, la prévention de la traite par l'élimination des facteurs sociaux, économiques, culturels, politiques et autres qui y contribuent et le renforcement de la réponse pénale à la traite soient au cœur de tous les efforts visant à prévenir et à combattre la traite des personnes et à offrir aux victimes protection, assistance et réparation³⁰ ;

6. *Encourage également* les États Membres, conformément à leur législation nationale, à faire en sorte que les victimes de la traite qui auront été reconnues comme telles ne soient pas sanctionnées et que les décisions prises par les autorités nationales, les communautés et les familles ne se retournent pas contre elles ;

7. *Encourage en outre* les États Membres à adopter des mesures, conformément à leurs systèmes juridiques nationaux et au droit international applicable, y compris le droit des droits humains, et entre autres à :

a) Renforcer les efforts de lutte contre la traite des personnes en ligne dans le contexte des mutations rapides dans le domaine technologique ;

b) Lutter contre l'utilisation, par les personnes qui se livrent à la traite, des avancées technologiques et des nouvelles méthodes pour cibler les victimes potentielles, y compris pour les forcer à commettre des escroqueries en ligne ;

c) Intensifier la coopération internationale, régionale et sous-régionale afin de combattre la traite des personnes et renforcer l'assistance technique fournie aux pays d'origine, de transit et de destination afin de leur permettre de se doter de moyens accrus pour prévenir la traite des personnes sous toutes ses formes ;

d) Accroître et appuyer les efforts de prévention dans les pays d'origine, de transit et de destination en se concentrant, aux niveaux national et mondial, sur la demande qui favorise toutes les formes de traite des personnes ;

e) Prendre des mesures pour élaborer des campagnes de sensibilisation ciblées, notamment à l'intention des services de détection et de répression, des prestataires de services de première ligne et des secteurs à risque, pour repérer les signes de la traite des êtres humains en ligne et mettre en place une formation spécialisée à l'intention des services de détection et de répression et des praticiens de la justice pénale ;

f) Promouvoir l'instruction et l'éducation numériques, à titre préventif, sur l'utilisation sûre et sécurisée des technologies, en particulier chez les femmes, les enfants et les personnes en situation de vulnérabilité, pour réduire le risque de traite des personnes ;

g) Prendre, conformément au droit interne, des mesures législatives ou autres, le cas échéant, pour faciliter la détection, par les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne et d'autres entités compétentes, des contenus présentant des violences sexuelles exercées sur des enfants et l'exploitation sexuelle d'enfants en relation avec des infractions liées à la traite des enfants, comme le prévoient leurs cadres nationaux, et veiller, conformément au droit interne, à ce que ces contenus soient signalés aux autorités compétentes et soient retirés par les fournisseurs d'accès à Internet et de services en ligne ou d'autres entités compétentes, y compris en concertation avec les services de détection et de répression dans le cadre des enquêtes et des poursuites ;

h) Prévenir et contrer la traite des personnes en ligne par des groupes criminels organisés, y compris des groupes terroristes ;

i) Placer les droits et la sécurité des enfants et des personnes en situation de vulnérabilité au centre des politiques de prévention de la traite des personnes et leur fournir un accès sûr et efficace, dans des conditions d'égalité, à des informations adaptées à leur âge et à des informations sur les droits qui sont les leurs, ainsi qu'à des ressources en ligne de grande qualité, notamment en matière de compétences et d'instruction numériques, afin d'éviter qu'ils ne soient exposés ou vulnérables à la traite ;

j) Coopérer avec les organisations de la société civile concernées pour prévenir et combattre la traite des personnes facilitée par les technologies, notamment en menant des campagnes de sensibilisation et en identifiant et en aidant les victimes de la traite ;

k) Coopérer avec les universitaires et les chercheurs concernés et, le cas échéant, avec le secteur privé pour étudier l'incidence des mutations rapides dans le domaine technologique sur la traite des personnes, y compris en s'intéressant à la façon dont ces technologies peuvent être utilisées pour prévenir et combattre les diverses formes de la traite et aider les victimes, et la manière de fournir des garanties et une surveillance efficaces pour veiller à ce que les avancées technologiques, en particulier les algorithmes utilisés dans les solutions fondées sur l'intelligence artificielle, ne facilitent pas ou ne perpétuent pas les schémas existants d'inégalité et de discrimination ;

l) Fournir une assistance technique aux pays en développement qui en font la demande afin de soutenir leurs efforts visant à prévenir et combattre la traite des personnes à l'ère numérique et à poursuivre les responsables ;

8. *Réaffirme* l'importance d'une coopération internationale efficace pour prévenir et combattre la traite des personnes, y compris dans le domaine de l'entraide judiciaire et de l'extradition ;

9. *Prie* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime :

a) De continuer à fournir, dans le cadre de son mandat actuel, aux États Membres qui en font la demande, en particulier aux pays en développement, une assistance technique et une formation visant à améliorer et à renforcer les capacités permettant de prévenir et de combattre la traite des personnes en ligne,

b) D'encourager le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes à étudier plus avant, dans le cadre de ses travaux, les incidences des différentes technologies sur la traite des personnes ;

10. *Invite* le Secrétaire général à inclure des informations sur l'application de la présente résolution dans l'un des rapports qu'il doit présenter à l'Assemblée générale au titre du point de l'ordre du jour relatif à la prévention du crime et à la justice pénale ;

11. *Invite* les États Membres et les autres donateurs à fournir des ressources extrabudgétaires à ces fins, conformément aux règles et procédures de l'Organisation des Nations Unies.

Décision 33/1

Rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

5. À sa 7^e séance, le 16 mai 2024, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a décidé de transmettre au Conseil économique et social le rapport de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ([E/CN.15/2024/9](#)), qui avait été établi en application de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article IV des statuts de l'Institut et approuvé par une décision que le Conseil de direction avait prise à sa réunion tenue du 17 au 19 octobre 2023.

Chapitre II

Débat général

6. À ses 1^{re}, 2^e, 4^e et 5^e séances, les 13, 14 et 15 mai 2024, la Commission a examiné le point 3 de l'ordre du jour, intitulé « Débat général ».

7. À la 1^{re} séance, le 13 mai 2024, des déclarations ont été faites par les personnes suivantes :

Ambassadrice et Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des 77 et de la Chine)

Ambassadeur et Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des États d'Afrique)

Ambassadeur et Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes)

Observateur permanent de l'Union européenne (au nom de la présidence de l'Union européenne³¹)

Ministre de la justice et des droits humains du Pérou (message vidéo)

Ministre d'État chargé de la criminalité, de la police et des pompiers du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (message vidéo)

Ministre de la justice de l'Argentine

Ministre de la justice et Procureur général du Canada (message vidéo)

Ministre de l'intérieur et des collectivités locales des Philippines

Procureur national du Chili (message vidéo)

Directeur général de la police et Chef de l'Agence nationale de lutte contre le terrorisme de l'Indonésie

Vice-Ministre de la justice du Japon

Ministre d'État au Ministère de la justice de l'Éthiopie

Ambassadeur et Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne³²

Ambassadeur et Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Secrétaire permanente à la justice de la Thaïlande

Vice-Président de la Cour suprême de l'Ouganda

Vice-Ministre de la justice de la Chine

Ambassadrice et Représentante permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Première Vice-Ministre au Ministère de la justice de Cuba

³¹ Les pays ci-après ont souscrit à la déclaration de l'Union européenne et de ses États membres : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Islande, Liechtenstein, Macédoine du Nord, Monténégro, Norvège, République de Moldova et Ukraine.

³² S'est exprimé également au nom de l'Australie, de l'Indonésie, du Mexique, de la République de Corée et de la Turquie.

Ambassadrice et Représentante permanente de l’Albanie auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Conseiller principal en matière de politiques sur les questions de recherche et de stratégie au Royaume des Pays-Bas

Directeur spécialisé au Ministère de la justice et de la sécurité publique de la Norvège

Ministre de l’intérieur et du patrimoine culturel du Zimbabwe

Chargée d’affaires de la Mission permanente de Malte auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de l’Algérie auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne³³

8. À la 2^e séance, le 13 mai 2024, des déclarations ont été faites par les personnes suivantes :

Ambassadrice et Représentante permanente de la Pologne auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente de l’Équateur auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Secrétaire adjoint chargé du projet eCourts au Ministère du droit et de la justice de l’Inde

Ambassadrice et Représentante permanente du Burkina Faso auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de l’Afrique du Sud auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de la République islamique d’Iran auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne³⁴

Ambassadeur et Représentant permanent de l’Australie auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente de la Finlande auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de la République de Corée auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Vice-Secrétaire adjointe du Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs au Département d’État des États-Unis d’Amérique

Ambassadeur et Représentant permanent du Maroc auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente d’El Salvador auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Népal auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

Conseiller à la Mission permanente de l’Afghanistan auprès de l’Organisation des Nations Unies à Vienne

³³ S’est exprimé également au nom du Groupe des États arabes.

³⁴ S’est exprimé également au nom d’un groupe de pays (Biélorus, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Myanmar, Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du) et Zimbabwe, ainsi que l’État de Palestine).

Ambassadeur et Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Coordonnatrice des dossiers internationaux au Ministère de la justice de la Tchéquie

Juge à la Cour suprême de la République dominicaine

Ministre Conseiller à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Conseiller juridique au Ministère de l'intérieur du Qatar

Vice-Ministre des affaires multilatérales au Ministère des affaires étrangères de la Colombie (message vidéo)

Commandant pour l'environnement et la santé à la Gendarmerie nationale de la France

Chef du Groupe chargé de la lutte contre la traite des êtres humains du Ministère de l'intérieur du Bélarus

Juge à la Cour d'appel et Présidente du Comité national pour la réforme de la justice pénale placé sous l'autorité du pouvoir judiciaire du Kenya

Ambassadrice et Représentante permanente de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Représentant permanent suppléant des Émirats arabes unis auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Directrice des Services de l'administration et des ressources humaines de l'Organisation internationale de droit du développement

9. L'observateur d'Israël et la représentante des États-Unis ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

10. À la 4^e séance, le 14 mai 2024, des déclarations ont été faites par les personnes suivantes :

Conseiller à la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente de l'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Procureur militaire du Tribunal militaire d'Abidjan, en Côte d'Ivoire

Directeur de Global Initiative against Transnational Organized Crime

Président de Alliance of NGOs on Crime Prevention and Criminal Justice

Ambassadeur et Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

11. À la 5^e séance, le 15 mai 2024, des déclarations ont été faites par les personnes suivantes :

Directeur de la Division des Nations Unies du Ministère des affaires étrangères du Pakistan

Ambassadeur et Représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente de la Lettonie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne (au nom également de l'Estonie, de la Lituanie et de la Pologne)

Ambassadeur et Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadrice et Représentante permanente de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ministre Conseiller à la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Koweït auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Chargée d'affaires et Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent de la Türkiye auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Première Secrétaire de la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ambassadeur et Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Chargée d'affaires et Ministre plénipotentiaire à la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Premier Secrétaire de la Mission permanente du Turkménistan auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Conseiller à la Mission permanente du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Conseiller à la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Ministre Conseiller à la Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Deuxième Secrétaire de la Mission permanente du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Juge chargé des enquêtes au Service de sécurité de l'État de l'Azerbaïdjan

Conseiller au Bureau permanent d'observation de l'Ordre souverain de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Spécialiste des droits de l'homme au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

Directeur de l'Appui opérationnel et de l'analyse à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL)

Chef du Bureau permanent d'observation de l'Organisation européenne de droit public auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne

Chef des services de formation et de renforcement des capacités de l'Académie internationale de lutte contre la corruption

Juriste à Campus Watch

12. Les représentants de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni et la représentante de la France ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse. L'observateur de la Fédération de Russie, l'observatrice d'Israël et l'observateur de l'Ukraine ont aussi fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

Chapitre III

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

13. À ses 5^e et 6^e séances, le 15 mai 2024, la Commission a examiné le point 4 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit :

« Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :

- a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;
- b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;
- c) Méthodes de travail de la Commission ;
- d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes. »

14. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants :

- a) Rapport de la Directrice exécutive sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ([E/CN.7/2024/2-E/CN.15/2024/2](#)) ;
- b) Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ([E/CN.7/2024/3-E/CN.15/2024/3](#)) ;
- c) Note du Secrétariat sur le projet de plan-programme pour 2025 et de rapport sur l'exécution des programmes en 2023 ([E/CN.7/2024/4-E/CN.15/2024/4](#)).

15. Le Directeur de la Division de la gestion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a fait une déclaration liminaire.

16. L'observatrice de l'Albanie, en sa qualité de Première Vice-Présidente du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'ONUDD, a rendu compte des délibérations du groupe de travail.

17. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants du Ghana (au nom du Groupe des États d'Afrique), du Canada, du Japon, de la Chine et des États-Unis.

18. L'observateur de la Fédération de Russie a également fait une déclaration.

Délibérations

19. Plusieurs orateurs et oratrices ont félicité l'ONUDD pour les travaux de recherche et les activités normatives et opérationnelles qu'il menait dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale, notamment par sa forte présence sur le terrain et le soutien apporté aux États Membres, en particulier aux pays en développement.

20. Un certain nombre d'orateurs et d'oratrices ont noté les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie de l'ONUDD pour 2021-2025 et de ses visions stratégiques régionales et ont mentionné les activités de programmation qui étaient en cours dans leur pays. Ils ont salué les efforts continus déployés par l'Office dans

le cadre des initiatives relatives à la réforme de l'Organisation des Nations Unies ainsi que sa gestion axée sur les résultats.

21. De nombreux orateurs et oratrices se sont félicités des travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'ONUDC, notant que cette instance importante avait permis à l'Office et aux États Membres d'engager un dialogue sur les questions budgétaires, stratégiques et de programmation. Ils ont salué le format dans lequel s'étaient déroulés les réunions ordinaires du groupe de travail et le dialogue annuel avec la Directrice exécutive.

22. Il a été pris note avec préoccupation de la délicate situation financière dans laquelle se trouvait l'Office en raison de la crise des liquidités touchant le budget ordinaire et de la diminution des fonds extrabudgétaires destinés à des fins générales. L'Office a été encouragé à envisager un modèle créatif de programmation et de financement ainsi qu'à utiliser et à distribuer les fonds d'appui aux programmes de manière efficace et transparente.

23. On a souligné qu'il importait d'établir et de communiquer en temps voulu les rapports de projet et les états financiers aux pays donateurs. Des orateurs et oratrices ont appelé les pays donateurs à verser à l'Office des ressources extrabudgétaires pour qu'il puisse mener des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans les pays en développement. Un orateur a recommandé que l'Office réduise son recours excessif aux ressources extrabudgétaires afin de garantir son indépendance et son impartialité.

24. Des inquiétudes ont été exprimées quant aux incidences de la crise des liquidités sur les travaux intergouvernementaux de la Commission, et l'espoir a été exprimé que ces effets resteraient temporaires.

25. Plusieurs orateurs et oratrices ont appuyé les efforts continus faits par l'ONUDC pour améliorer la représentation géographique en son sein et ont encouragé l'Office à intensifier les mesures prises à cet égard.

26. Plusieurs orateurs et oratrices ont salué les efforts continus faits par l'ONUDC pour améliorer la parité des genres à tous les niveaux. Ils l'ont encouragé à continuer de progresser pour parvenir à la parité des genres et ont réitéré leur soutien à la prise en compte des questions de genre dans tous les aspects des activités programmatiques de l'ONUDC.

27. Plusieurs orateurs et oratrices ont souligné que la sélection des candidates et des candidats devait reposer sur le mérite et la compétence, comme le prévoyait le paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies.

28. Des remerciements ont par ailleurs été adressés à l'ONUDC pour les efforts qu'il continuait de déployer pour collaborer étroitement avec les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les organisations internationales et régionales, les universités et les organisations non gouvernementales afin de faire progresser la prévention de la criminalité et la justice pénale.

Chapitre IV

Débat thématique sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité

29. À ses 3^e et 4^e séances, le 14 mai 2024, la Commission a examiné le point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Débat thématique sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité », conformément à la décision 2022/317 du Conseil économique et social.

30. Elle était saisie pour ce faire d'une note du Secrétariat contenant un guide de discussion pour le débat thématique ([E/CN.15/2024/7](#)).

31. Le Président de la Commission et la Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite de l'ONUDC ont fait des observations liminaires.

32. Peter German, Président et Directeur exécutif du Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale, a également fait, au nom des instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, une déclaration dans laquelle il a rendu compte de l'atelier organisé le 13 mai 2024 par les instituts sur le sujet du débat thématique.

33. La table ronde du matin était présidée par le Président de la Commission et animée par les intervenantes et intervenants suivants : Jane Frances Abodo, Directrice du ministère public de l'Ouganda ; Jumpon Phansumrit, Procureur général adjoint de la Thaïlande ; Dana Maria Roman, Directrice au Ministère de la justice de la Roumanie ; et Christopher Smith, Directeur adjoint et conseiller principal aux affaires multilatérales du Bureau des affaires internationales du Département de la justice des États-Unis. Cyril Gout, Directeur de l'Appui opérationnel et de l'analyse à INTERPOL, a présenté un exposé d'expert.

34. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants des pays suivants : Thaïlande, Finlande, Bélarus, Indonésie, Maroc, Brésil, Mexique et États-Unis.

35. Des déclarations ont également été faites par les observateurs et observatrices des pays suivants : Tunisie, Arabie saoudite, Viet Nam, Fédération de Russie, Australie, République-Unie de Tanzanie, Koweït, Norvège, Algérie et Colombie.

36. L'observatrice de l'Union africaine, l'observateur de l'Union européenne (intervenant au nom de la présidence de l'Union européenne³⁵) et celui de l'Institut coréen de criminologie et de justice ont aussi fait des déclarations.

37. La table ronde de l'après-midi, également présidée par le Président de la Commission, a été animée par l'intervenant et les intervenantes suivants : Abdul Khaliq Shaikh, Inspecteur général de la Police du Pakistan ; Diana Stillo,

³⁵ Les pays suivants ont souscrit à la déclaration de l'Union européenne et de ses États membres : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Islande, Macédoine du Nord, Monténégro, République de Moldova, Serbie, Türkiye et Ukraine.

Chef de la Section pour les accords internationaux et la coopération interjudiciaire au Ministère de la justice de l'Albanie ; Maria Garabito, juge à la Chambre pénale de la Cour suprême de la République dominicaine ; et Janet Henchey, Directrice générale et avocate générale au Service d'entraide internationale de Justice Canada. Sun Ruiyun, Directrice du Département de la coopération internationale au Ministère de la justice de la Chine, et Sami Ryhaenen, Chef du Groupe chargé des questions de police à caractère stratégique au Département des menaces transnationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ont présenté des exposés d'expert.

38. Des déclarations ont été faites par la représentante du Royaume-Uni et le représentant de la Thaïlande.

39. Les observateurs de la Fédération de Russie, de l'Arabie saoudite, du Soudan et de la Serbie ont également fait des déclarations.

40. Les observateurs et observatrices de Stichting Wildlife Justice Commission, Global Initiative against Transnational Organized Crime, Alliance of NGOs on Crime Prevention and Criminal Justice et International Legal Foundation ont aussi fait des déclarations.

A. Résumé de la présidence

41. Le Président a produit un résumé des points saillants qui n'a pas fait l'objet de négociations et qui est présenté ci-après.

42. De nombreux orateurs et oratrices ont souligné que la coopération internationale était plus importante que jamais pour faire face à la criminalité organisée, à la corruption, au terrorisme et aux autres formes de criminalité émergentes, dont les crimes qui portent atteinte à l'environnement et la fraude organisée.

43. Beaucoup ont par ailleurs décrit les mesures juridiques et les autres mesures institutionnelles qui avaient été prises ou les révisions ou réformes des cadres juridiques qui avaient été lancées dans leur pays pour rendre les mécanismes de coopération internationale plus efficaces, notamment dans les domaines du recouvrement d'avoirs et de la coopération internationale faisant intervenir des preuves électroniques.

44. Certains orateurs et oratrices ont cité les difficultés qui entravaient la coopération internationale : différences entre les systèmes juridiques ; absence de lois harmonisées ; conflits de compétences ; lourdeur des formalités liées au traitement des demandes d'entraide judiciaire et d'extradition ; défaut de réciprocité conduisant au rejet des demandes de coopération internationale ; obstacles culturels et linguistiques ; accroissement du nombre d'affaires ; défaut de tenue de registres ; et manque de ressources financières pour le traitement des demandes d'entraide judiciaire.

45. En ce qui concerne les difficultés existantes, de nombreux orateurs et oratrices ont insisté sur le fait qu'il importait d'utiliser encore davantage les instruments multilatéraux tels que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que les accords ou arrangements régionaux et bilatéraux, comme bases légales de la coopération internationale. Le recours à des dispositions telles que la définition du terme « infraction grave » qui figurait dans la Convention contre la criminalité organisée a été jugé utile pour favoriser la coopération internationale face aux formes émergentes de criminalité. Un certain nombre d'orateurs et d'oratrices ont aussi mis en avant la nécessité de disposer en matière de coopération internationale de législations internes adaptées et solides pouvant être utilisées en l'absence de

dispositions conventionnelles, ainsi que la nécessité de veiller au respect des droits humains lors des procédures correspondantes.

46. Beaucoup d'orateurs et d'oratrices ont mentionné l'intérêt et l'utilité que présentaient les réseaux et voies de communication informels, que ce soit avant la procédure officielle d'entraide judiciaire ou comme moyen d'en faciliter le suivi. Ils ont témoigné de l'importance des réseaux judiciaires régionaux tels que le Réseau judiciaire européen, le Réseau pour la justice en Asie du Sud-Est ou le Réseau interinstitutionnel d'Asie et du Pacifique pour le recouvrement d'avoirs, ainsi que celle des réseaux de détection et de répression tels que le Réseau opérationnel mondial des services de détection et de répression de la corruption, s'agissant de favoriser la communication, la coordination et la confiance entre praticiens. D'autres initiatives en matière de réseaux ont été mentionnées, comme la Conférence permanente des procureurs spécialisés dans la criminalité organisée et le Réseau interinstitutions de gestion des avoirs pour les Balkans.

47. D'autres orateurs et oratrices ont décrit des bonnes pratiques consistant notamment dans le recours efficace à l'arrestation provisoire préalablement à l'extradition, la mise en place de procédures d'extradition simplifiées, la nomination d'agents de liaison, la conduite d'enquêtes conjointes ou la coopération au moyen des canaux d'INTERPOL, ainsi que dans l'utilisation de modèles standard et la mise en ligne de consignes sur la manière de rédiger des requêtes d'entraide judiciaire.

48. Beaucoup ont parlé du rôle crucial que jouait la technologie dans la lutte contre la criminalité, y compris la criminalité organisée et le terrorisme, et ont insisté sur les besoins en ressources et en renforcement des capacités dans ce domaine. Certains ont fait observer que les technologies modernes, les outils d'analyse par intelligence artificielle et la création de divisions spécialisées dans la lutte contre la criminalité facilitée par les technologies pouvaient aider les pays à détecter et à combattre ces infractions. Il était capital de mettre à profit les progrès technologiques et l'innovation si l'on voulait obtenir de bons résultats dans les domaines de la police, des poursuites et de la justice pénale, mais aussi resserrer la coopération internationale en matière pénale.

49. Des orateurs et oratrices ont estimé que des systèmes efficaces de gestion des dossiers étaient essentiels pour assurer le suivi des affaires et produire des statistiques, tandis que d'autres ont parlé des avantages qu'il y avait à dématérialiser l'administration de la justice et, plus particulièrement, les processus de coopération internationale.

50. D'autres orateurs et oratrices ont parlé de la visioconférence et des atouts considérables qu'elle offrait pour la coopération internationale en matière pénale, en ce qu'elle permettait d'entendre des témoins dont le déplacement n'était pas possible ou souhaitable, tout en limitant les frais et les délais associés.

51. On a aussi mis en avant l'intérêt qu'il y avait à recourir à des pratiques telles que la transmission électronique des demandes dans le cadre de la coopération internationale, surtout depuis la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

52. Les systèmes d'échange d'informations sécurisés étaient considérés comme de bons outils, susceptibles de faciliter une communication rapide et efficace entre praticiens et de favoriser l'échange d'informations entre les autorités intervenant dans la coopération internationale en matière pénale, y compris aux fins du suivi de l'exécution des demandes de coopération internationale.

53. La hausse rapide de la criminalité mettant en jeu des preuves électroniques rappelait une fois de plus combien il était urgent de rationaliser les méthodes actuellement appliquées pour traiter les demandes de coopération internationale relatives à ce type de preuves, mais aussi de surmonter les difficultés découlant de préoccupations liées aux questions de souveraineté. À cet égard, la coopération entre

les services de détection et de répression et les fournisseurs de services de communication détenant les données électroniques des utilisateurs constituait un facteur clef.

54. De nombreux orateurs et oratrices ont estimé qu'il fallait renforcer les autorités centrales par la formation du personnel et la création de services spécialisés aux fins du traitement des demandes d'entraide judiciaire et d'extradition. Il a par ailleurs été dit que ces autorités devaient rationaliser leurs procédures internes et faire montre d'une certaine souplesse dans l'application des exigences en matière de preuve. Il a été question du principe de double incrimination, qu'il importait d'interpréter comme se référant à l'acte constituant l'infraction plutôt qu'à la dénomination ou à la terminologie retenue dans la loi pour désigner l'infraction en question.

55. Des orateurs et oratrices ont suggéré que les États Membres nouent des partenariats avec le secteur privé et la société civile pour que, grâce aux mécanismes de coopération internationale, la criminalité soit combattue suivant une démarche unifiée. Un certain nombre d'orateurs et d'oratrices ont cité des exemples concrets de partenariats de ce type.

56. On a parlé des difficultés rencontrées dans le domaine du recouvrement d'avoirs, notamment des cadres juridiques inadaptés et du manque de ressources. Pour un certain nombre d'orateurs et d'oratrices, l'emploi à des fins sociales des avoirs confisqués et la confiscation de cryptomonnaies étaient des sujets à creuser.

57. Des orateurs et oratrices ont rappelé qu'une aide au renforcement des capacités, y compris au profit des réseaux, était nécessaire ; ils ont souhaité que celle-ci s'inscrive dans le cadre d'initiatives de long terme et non de formations ponctuelles. Un certain nombre ont dit apprécier les outils que l'ONUDC avait conçus et développés, tels le portail SHERLOC de gestion des connaissances pour la mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité et le répertoire en ligne des autorités nationales compétentes, qui permettait aux praticiennes et praticiens de repérer facilement les personnes à contacter dans les autres pays. L'action menée par l'ONUDC via le Groupe de travail sur la coopération internationale et les réunions d'experts était elle aussi appréciée en ce qu'elle permettait aux praticiennes et praticiens de mettre en commun des connaissances, des données d'expérience et des compétences.

58. De nombreux orateurs et oratrices ont souligné l'importance de la réciprocité et du juste équilibre en ce qui concernait les demandes d'entraide. Certains ont précisé que les mesures ciblées et les sanctions avaient pour effet d'entraver la coopération internationale en matière pénale. D'autres ont estimé que les mesures ciblées et les sanctions pouvaient être des moyens efficaces de lutter contre la criminalité et qu'il était légitime que les États décident de telles mesures.

B. Atelier organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité

59. Le 13 mai, le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a organisé un atelier sur le sujet du débat thématique dont il est rendu compte ci-dessus.

60. Le Directeur de la Division des traités de l'ONUDC a fait une déclaration liminaire. Pour la première table ronde, consacrée aux difficultés et aux bonnes pratiques relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire et à la coopération entre services de détection et de répression, organisée par le Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale, des présentations ont été faites par un intervenant de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et par une intervenante de l'International Anti-Corruption Coordination Centre, qui était aussi Présidente de Women against Transnational Corruption Hub. Pour la deuxième table ronde, consacrée à l'assistance technique offerte aux autorités jouant un rôle dans la coopération internationale en matière pénale, y compris dans l'entraide judiciaire et le recouvrement d'avoirs, aux fins de la lutte contre la criminalité organisée, la corruption et le terrorisme, des présentations ont été faites par une intervenante de l'Institut international pour la justice et l'état de droit, par un intervenant de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et par un intervenant du Basel Institute on Governance. Pour la troisième table ronde, consacrée au rôle des entités privées (banques et institutions financières) dans la coopération internationale, l'entraide judiciaire et le recouvrement d'avoirs, des présentations ont été faites par un intervenant du Conseil consultatif scientifique et professionnel international, membre du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, par une intervenante de l'Institut coréen de criminologie et de justice et par un intervenant de la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne.

Chapitre V

Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

61. À ses 6^e et 7^e séances, les 15 et 16 mai 2024, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 6 de l'ordre du jour, qui était libellé comme suit :

« Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :

- a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant ;
- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme ;
- d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale ;
- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances. »

62. La Commission était saisie pour ce faire des documents suivants :

- a) Rapport de la Directrice exécutive sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ([E/CN.7/2024/2-E/CN.15/2024/2](#)) ;
- b) Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption ([E/CN.15/2024/5](#)) ;
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance technique aux fins de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ([E/CN.15/2024/6](#)) ;
- d) Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ([E/CN.15/2024/8](#)) ;
- e) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ([E/CN.15/2024/9](#)) ;
- f) Note du Secrétaire général sur la présentation d'une candidature pour un premier mandat et d'une candidature pour un deuxième mandat au Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ([E/CN.15/2024/13](#)) ;
- g) Rapport du Secrétariat sur le renforcement du cadre juridique international de la coopération internationale pour prévenir et combattre le trafic d'espèces sauvages ([E/CN.15/2024/14](#)).

63. Des déclarations liminaires ont été faites par la Chef du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, la Chef du Service de la lutte contre la corruption et la

criminalité économique et une représentante du Service de la prévention du terrorisme de l'ONUDC. Un représentant de l'UNICRI a également fait une déclaration liminaire.

64. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants de l'Ouganda, de la Thaïlande, du Canada, de l'Indonésie, de la Chine, de l'Arménie, des États-Unis, de l'Inde, du Mexique, du Maroc, du Royaume-Uni et du Japon.

65. Les observateurs et observatrices de la Malaisie, de la Fédération de Russie, de l'Algérie, de la République-Unie de Tanzanie, du Pérou et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations.

66. La représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, a fait une déclaration.

67. Des déclarations ont également été faites par les observateurs du HCDH (message vidéo) et d'INTERPOL.

68. Des déclarations ont également été faites par les observateurs et observatrices des organisations suivantes : Thailand Institute of Justice, Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, Alliance of NGOs on Crime Prevention and Criminal Justice, Global Initiative against Transnational Organized Crime, Stichting Wildlife Justice Commission, Born Free Foundation et Campus Watch.

A. Délibérations

1. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

69. De nombreux orateurs et oratrices ont souligné l'importance de la Convention contre la criminalité organisée et des Protocoles s'y rapportant pour, notamment, faciliter la coopération régionale et internationale aux fins de lutter contre la criminalité transnationale organisée. Certains orateurs et oratrices ont précisé que leurs États avaient récemment ratifié les Protocoles se rapportant à la Convention.

70. Plusieurs orateurs et oratrices ont réaffirmé l'engagement de leurs pays envers le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant et leur soutien à celui-ci, et encouragé les États parties à s'impliquer davantage dans le processus d'examen, notamment en y faisant participer la société civile afin qu'il soit inclusif et en versant des contributions volontaires pour l'appuyer.

71. Plusieurs orateurs et oratrices ont souligné que la criminalité organisée sous toutes ses formes se maintenait à des niveaux qui compromettaient la sécurité, l'état de droit et la réalisation des objectifs de développement durable, et que ces effets nocifs étaient aggravés par le fait que les groupes criminels organisés recouraient à la technologie pour parvenir à leurs fins. La nature multidimensionnelle et de plus en plus complexe de la criminalité organisée dans ses diverses manifestations, telles que la traite des personnes, le trafic illicite de personnes migrantes et la corruption, a été relevée par plusieurs orateurs et oratrices, et la nécessité de renforcer la coordination et la coopération internationales à cet égard a été soulignée.

72. Certains orateurs et oratrices ont exprimé leur appui aux travaux menés actuellement par le Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles.

73. Certains orateurs et oratrices ont donné des informations sur les initiatives législatives, institutionnelles, opérationnelles et de renforcement des capacités prises par leurs gouvernements en vue d'appliquer la Convention contre la criminalité

organisée et les Protocoles s'y rapportant, telles que l'élaboration d'une législation spécifique, l'adoption de mesures de protection des victimes, l'organisation de campagnes de sensibilisation et la mise en place de mécanismes de collaboration pour les services de détection et de répression et le pouvoir judiciaire. Plusieurs orateurs et oratrices ont dit que leurs gouvernements étaient disposés à faire part de leurs expériences et à collaborer avec d'autres États parties pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.

74. Le soutien que l'ONUDC apportait aux États en vue de faire progresser l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, y compris par le renforcement des capacités et l'assistance technique, a été souligné.

2. Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

75. Plusieurs orateurs et oratrices ont réaffirmé leur attachement à la Convention contre la corruption et à son Mécanisme d'examen de l'application, et rendu compte des mesures prises pour appliquer cet instrument et participer au Mécanisme. Des orateurs et oratrices ont souligné que le Mécanisme jouait un rôle crucial dans les efforts déployés par les États Membres en vue d'appliquer la Convention de manière efficace et insisté sur l'importance qu'il y avait à achever le deuxième cycle du Mécanisme, tout en faisant progresser les débats sur sa prochaine phase.

76. Certains orateurs et oratrices ont rappelé que l'année 2023 avait marqué le vingtième anniversaire de l'adoption de la Convention contre la corruption par l'Assemblée générale.

77. Un certain nombre d'orateurs et d'oratrices ont souligné le rôle important joué par la société civile dans le cadre du Mécanisme et en matière de prévention et de lutte contre la corruption.

78. Un orateur a indiqué que son gouvernement avait eu l'honneur d'accueillir la dixième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui avait bénéficié d'une large participation, inclusive et productive, et au cours de laquelle avaient été adoptées 12 résolutions et 2 décisions sur divers sujets importants, tels que la protection des lanceurs d'alerte, l'égalité des genres, les mesures visant à lutter contre la corruption impliquant des groupes criminels organisés, la transparence et l'intégrité, et la prochaine phase du Mécanisme. Il a noté que la Conférence avait défini les grandes orientations pour les 20 prochaines années et souligné en particulier la participation des différentes parties prenantes à la dixième session dans le cadre d'un forum de la société civile dont l'organisation avait créé un nouveau précédent.

79. Plusieurs orateurs et oratrices ont souligné l'importance d'une coopération internationale renforcée, y compris dans les domaines de la coopération entre les services de détection et de répression, de l'entraide judiciaire et de l'extradition. Il a été noté que la Convention devrait être pleinement utilisée comme base légale à cet égard, et qu'elle pourrait être complétée par des accords bilatéraux. L'importance de l'application effective du chapitre V (Recouvrement d'avoirs) de la Convention a été soulignée. Il a également été fait référence aux liens entre la corruption et la traite des personnes et à la nécessité d'acquérir de meilleures connaissances dans ce domaine.

80. On a remercié l'ONUDC, qui assurait le secrétariat de la Conférence des États parties à la Convention et celui du Mécanisme d'examen de l'application, et salué les activités qu'il avait menées à l'appui des mesures prises par les États en vue de prévenir et de combattre la corruption, notamment en fournissant une assistance technique. Les travaux menés par l'ONUDC dans la mise en place de plateformes régionales pour aider les pays à accélérer l'application de la Convention ont été soulignés.

3. Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

81. De nombreux orateurs et oratrices ont souligné l'importance des entités des Nations Unies, y compris de l'ONUDC, dans la fourniture d'une assistance technique aux États Membres qui en faisaient la demande, et insisté sur la nécessité de prévenir et de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Les activités de renforcement des capacités menées par l'Office à l'intention de ces États, notamment dans le contexte du Programme mondial visant à prévenir et à combattre le terrorisme (2022-2027), ont été saluées. Les contributions qu'apportait l'Office au Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme, et la coopération qu'il entretenait avec d'autres entités des Nations Unies et des acteurs extérieurs ont été mises en exergue.

82. De nombreux orateurs et oratrices ont insisté sur l'importance qu'il y avait à ratifier et à appliquer effectivement les 19 instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme, et plusieurs ont rendu compte de l'adhésion de leur pays à ces textes. Certains ont souligné que l'appui continu assuré par l'ONUDC, qui examinait le respect des politiques et lois nationales au regard de l'état de droit et des normes en matière de droits humains, était précieux.

83. Plusieurs orateurs et oratrices ont jugé important de protéger les enfants associés à des groupes terroristes et de mettre en place des stratégies de prévention, de réadaptation et de réinsertion.

84. Des orateurs et oratrices ont mentionné les menaces que faisaient planer les actes terroristes commis au moyen des technologies émergentes, dont l'intelligence artificielle ; le risque croissant d'extrémisme violent, auquel les jeunes étaient particulièrement vulnérables ; et la menace d'attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance ou perpétrés au nom d'une religion ou de convictions.

85. Beaucoup ont aussi parlé des mesures que leurs gouvernements avaient prises pour améliorer la gestion des frontières et lutter contre le financement du terrorisme, certains faisant état de politiques et de lois nationales adoptées conformément aux recommandations. Des orateurs et oratrices ont souligné qu'il fallait suivre une approche englobant l'ensemble de la société, promouvoir l'intégration des questions de genre et riposter au terrorisme en se fondant sur l'état de droit.

4. Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

86. Se référant au rapport intitulé « Renforcer le cadre juridique international de la coopération internationale pour prévenir et combattre le trafic d'espèces sauvages », publié sous la forme d'un document de séance établi en application de la résolution 31/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, de nombreux orateurs et oratrices se sont félicités de ce que, d'après les informations communiquées par les États Membres, le trafic d'espèces sauvages était incriminé dans la plupart des États qui avaient répondu à la demande d'informations.

87. Des orateurs et oratrices se sont dits favorables à l'élaboration potentielle d'un nouveau protocole additionnel à la Convention contre la criminalité organisée, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de mieux appliquer les cadres juridiques existants. Certains étaient d'avis que le champ d'application d'un tel protocole devrait, au-delà du trafic d'espèces sauvages, s'étendre aussi aux autres crimes portant atteinte à l'environnement.

88. Des orateurs et oratrices ont estimé qu'il fallait continuer de passer en revue le cadre juridique existant afin de repérer d'éventuelles lacunes et solutions.

89. Beaucoup ont affirmé avec force la détermination de leur pays à lutter contre les crimes portant atteinte à l'environnement. Dans le même temps, ils constataient que, par défaut d'approche commune, il était difficile de détecter ce type d'infractions et d'ouvrir des enquêtes et des poursuites à leur sujet, ainsi que de coopérer au niveau international.

90. Des orateurs et oratrices ont mis en avant la nécessité de mener une action concertée face aux crimes portant atteinte à l'environnement, y compris dans le cadre du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendrait en 2026. Certains ont aussi précisé qu'une telle action pourrait comprendre le renforcement du cadre juridique international, ainsi qu'une coopération internationale accrue, l'échange de renseignements, le recours aux enquêtes financières, la conduite d'opérations conjointes et le développement des capacités.

5. Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances

91. Les contributions apportées par les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à l'action de prévention du crime et de justice pénale ont été mises en exergue. Entre autres activités qu'ils avaient récemment menées, on a cité les travaux de recherche et l'échange de connaissances sur des sujets tels que la justice réparatrice, la protection des victimes, l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier dans le domaine du traitement des personnes détenues, la violence à l'égard des femmes, l'accès à la justice, la réduction de la récidive, le maintien de l'ordre, la collecte de données et l'amélioration des technologies appliquées à la justice pénale.

92. On a parlé du bulletin d'information *PNI Newsletter* que le réseau publiait pour favoriser la coopération en son sein, ainsi qu'avec les entités des Nations Unies et les acteurs nationaux et internationaux grâce à la diffusion de l'information et à la mise en commun des connaissances.

93. Les instituts ont été encouragés à poursuivre leurs travaux de recherche et leurs programmes, conformément à leurs mandats, concernant des sujets tels que, entre autres, la coopération internationale faisant intervenir les secteurs public et privé.

94. On a réservé un accueil favorable à l'atelier organisé au cours de la session par les instituts sur le thème « Promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité ».

B. Mesures prises par la Commission

95. À sa 7^e séance, le 16 mai 2024, la Commission a décidé de transmettre au Conseil économique et social le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ([E/CN.15/2024/9](#)) qui avait été établi conformément au paragraphe 3, alinéa e), de l'article IV des statuts de l'Institut (résolution [1989/56](#) du Conseil économique et social, annexe).

96. À la même séance, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'approuver la réélection de Carolina Lizárraga Houghton

(Pérou) et la nomination de Baba Tomoko (Japon) comme membres du Conseil de direction de l'Institut (E/CN.15/2024/13). (Pour le texte, voir chap. I, sect. C, projet de décision I.)

97. À sa 10^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'adopter un projet de résolution révisé (E/CN.15/2024/L.4/Rev.1) qu'elle avait encore modifié, intitulé « Traitement des enfants associés à des groupes terroristes** », y compris des enfants qui sont recrutés et exploités par ces groupes », dont les pays suivants s'étaient portés coauteurs : Albanie, Australie, Belgique (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), Brésil, Canada, Chili, Colombie, Équateur, États-Unis, Indonésie, Japon, Macédoine du Nord, Maroc, Norvège, Philippines, République dominicaine et Royaume-Uni. (Pour le texte, voir chap. I, sect. B.) Par la suite, le représentant de l'Indonésie et l'observateur de l'Australie ont fait des déclarations.

98. À la même séance, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'approuver pour adoption par l'Assemblée générale un projet de résolution révisé (E/CN.15/2024/L.6/Rev.1) qu'elle avait encore modifié, intitulé « Prévenir et combattre la violence perpétrée contre les enfants par des groupes criminels organisés et des groupes terroristes dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale », dont les pays suivants s'étaient portés coauteurs : Albanie, Andorre, Australie, Belgique (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), Brésil, Canada, Chili, Colombie, Équateur, États-Unis, Indonésie, Japon, Macédoine du Nord, Norvège, République dominicaine, Royaume-Uni, Suisse et Viet Nam. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution III.) Par la suite, le représentant de l'Italie a fait une déclaration.

99. Toujours à la même séance, la Commission a adopté, après l'avoir modifié, un projet de résolution (E/CN.15/2024/L.2) intitulé « Lutte contre la traite des êtres humains dans le contexte des mutations rapides dans le domaine technologique », dont les pays suivants s'étaient portés coauteurs : Bélarus, Brésil, Fédération de Russie, Nicaragua, République arabe syrienne, République dominicaine et Venezuela (République bolivarienne du). (Pour le texte, voir chap. I, sect. D, résolution 33/1.) Par la suite, le représentant du Bélarus, revenant sur l'adoption de la résolution, a indiqué que son gouvernement était prêt à collaborer avec les autres à sa mise œuvre. Le représentant du Canada a fait savoir que son gouvernement était déterminé à lutter contre la traite des personnes, et il a souligné que, grâce à l'attitude constructive de toutes les parties, cette résolution constituait un texte solide. Il a précisé qu'on ne devait pas voir dans le fait de se rallier à ce consensus quelque approbation ou reconnaissance que ce soit du rôle moteur que pouvait jouer le Bélarus dans la lutte contre ce phénomène. Il a exhorté le Bélarus à cesser tout soutien à ce que sa délégation considérait comme une guerre d'agression injustifiable livrée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine en l'absence de provocation, toute instrumentalisation des personnes migrantes ainsi que toute déportation et tout transfert forcé d'enfants ukrainiens. La représentante des États-Unis s'est félicitée de la volonté constructive qu'avaient montrée toutes les parties de faire en sorte que la résolution reste ciblée sur la traite des personnes. Elle a précisé que la participation de sa délégation aux négociations et sa décision de se rallier au consensus ne devaient pas être interprétées comme légitimant l'action du Bélarus ni son bilan en matière de droits humains, en particulier eu égard à la traite des personnes. L'observateur de l'Australie a remercié toutes les délégations pour les efforts constructifs qu'elles

** Dans le contexte de la présente résolution, il n'existe pas de définition internationalement reconnue de l'expression « associés à des groupes terroristes » ; les définitions nationales peuvent donc englober divers degrés d'association avec des groupes terroristes ou d'affiliation à ces groupes, et doivent être interprétées conformément au droit national.

avaient déployés pour parvenir à une résolution utile. Il a indiqué que la participation de l'Australie aux négociations multilatérales et sa décision de se rallier au consensus ne devaient pas être interprétées comme légitimant le Bélarus en tant qu'auteur ni son bilan en matière de droits humains, ni comme une reconnaissance du rôle moteur qu'il pouvait jouer dans le domaine de la traite des personnes. L'observateur de la Fédération de Russie a rejeté et condamné les allégations faites à l'encontre de son pays par celle et ceux qui venaient de prendre la parole, et il a regretté que les débats de la Commission se trouvent politisés par quelques pays qui poursuivaient leurs propres objectifs politiques, ce qu'il a qualifié d'inapproprié, de dégradant pour la diplomatie multilatérale et de non professionnel ; il a par ailleurs insisté sur le fait que les États membres de la Commission avaient tous, autant les uns que les autres, le droit de déposer des projets de résolutions sur des sujets relevant du mandat de la Commission. Il a en outre fait observer que certaines délégations avaient tenté d'user de moyens déplacés et d'établir un classement entre les États, et qu'elles avaient eu une conduite hypocrite, vu que les trois pays (le Canada, les États-Unis et l'Australie) qui avaient lancé les accusations au départ n'avaient aucun droit moral de le faire.

100. L'observatrice de l'Ukraine, rappelant une résolution que l'Assemblée générale avait adoptée le 22 mars 2022, a indiqué qu'il y était déploré que le Bélarus soutienne le recours illégal à la force contre l'Ukraine, qui avait causé des déplacements massifs de femmes et d'enfants, créant ainsi des risques de traite des êtres humains. Elle trouvait inquiétant que le Bélarus ait déposé un projet de résolution, action qui pourrait être vue comme une tentative de détourner l'attention de la communauté internationale du fait que ce pays était complice de l'agression russe, et elle a appelé le Bélarus à s'acquitter de ses obligations internationales et à cesser de donner à la Fédération de Russie les moyens de, selon ses mots, livrer sa guerre d'agression contre l'Ukraine ; c'était ce que le pays avait de mieux à faire pour mettre fin à la traite des êtres humains. Le représentant de la République islamique d'Iran a appelé toutes les délégations à s'abstenir de politiser le programme de travail et les résolutions. Exerçant son droit de réponse, le représentant du Bélarus a fait une déclaration³⁶.

³⁶ Cette déclaration a été mise en ligne sur le site Web de la Commission à sa trente-troisième session.

Chapitre VI

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

101. À sa 7^e séance, le 16 mai 2024, la Commission a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale ».

102. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2024/10) ;

b) Rapport sur la réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur l'élaboration de stratégies types propres à réduire la récidive tenue en format virtuel les 4 et 5 septembre 2023 et à Vienne du 25 au 28 mars 2024 (E/CN.15/2024/15) ;

c) Document de séance contenant le résumé du débat de haut niveau de l'Assemblée générale sur le thème « Égal accès de tous à la justice : faire avancer les réformes pour promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives » (E/CN.15/2024/CRP.3, en anglais seulement).

103. Un représentant de la Section de la prévention du crime et de la justice pénale de l'ONUDC a fait une déclaration liminaire.

104. Des déclarations ont été faites par les représentantes et les représentants de l'Afrique du Sud, de la Thaïlande (message vidéo), du Japon, du Canada, de la Chine et des États-Unis.

105. Des déclarations ont également été faites par les observateurs de la République-Unie de Tanzanie et de l'Algérie.

106. L'observatrice du HCDH et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants (message vidéo) ont aussi fait des déclarations.

107. Des déclarations ont également été faites par l'observateur de Campus Watch et de l'observatrice de Friends World Committee on Consultation.

Délibérations

108. Bon nombre d'orateurs et d'oratrices ont confirmé que les règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale fournissaient des orientations utiles qui pourraient être adaptées aux contextes nationaux afin de promouvoir des systèmes de justice pénale efficaces et équitables, de mieux prévenir la criminalité et de renforcer la sécurité des communautés.

109. Des orateurs et oratrices ont souligné l'importance de ces règles et normes pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier de l'objectif 16, et ont salué l'action menée par l'ONUDC pour promouvoir leur application au moyen d'outils et d'une assistance techniques.

110. Plusieurs orateurs et oratrices ont insisté sur l'utilité de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) et des

Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo) pour améliorer les conditions de détention et réduire l'incarcération, notamment en recourant davantage à des mesures non privatives de liberté. Des orateurs et oratrices ont également décrit les nouvelles lois et politiques mises en œuvre à cet égard.

111. De nombreux orateurs et oratrices, évoquant les efforts actuellement entrepris pour élaborer des stratégies types visant à prévenir la récidive par la réadaptation et la réinsertion des personnes délinquantes, se sont engagés à mettre leur expertise au service de ce processus et ont échangé des informations sur les programmes nationaux consistant à promouvoir la réadaptation et la réinsertion de ces personnes.

112. Beaucoup ont insisté sur le fait que, pour parvenir à des sociétés pacifiques et justes, il fallait garantir à tous et à toutes un égal accès à la justice. Ils ont évoqué les nouvelles lois et politiques par lesquelles les règles et normes avaient été incorporées dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux. Des orateurs et oratrices ont souligné à cet égard l'importance de l'accès à des services d'assistance juridique, en particulier pour les personnes en situation de vulnérabilité, ainsi que de la protection des victimes de la criminalité et de la justice réparatrice.

113. Des orateurs et oratrices ont abordé les questions de la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles et de la violence contre les enfants et mentionné les efforts déployés pour améliorer la capacité de réaction des praticiennes et praticiens de la justice pénale à cet égard. Des orateurs et oratrices ont également insisté sur l'importance de la prévention de la criminalité et de la violence, en particulier chez les jeunes. On a souligné que la violence contre les enfants était un problème très répandu dont le coût humain et économique était considérable, et un appel a été lancé pour que l'on investisse dans des services de prévention et de protection des enfants afin de parvenir à des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

114. Plusieurs orateurs et oratrices, relevant les aspects positifs et négatifs des technologies numériques et de l'intelligence artificielle dans l'administration de la justice, ont plaidé en faveur d'une réglementation plus stricte et du respect des obligations internationales contractées en matière de droits humains.

Chapitre VII

Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face

115. À sa 8^e séance, le 16 mai 2024, la Commission a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé « Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face ». Elle était saisie pour ce faire des documents suivants :

a) Rapport de la Directrice exécutive sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ([E/CN.7/2024/2-E/CN.15/2024/2](#)) ;

b) Note du Secrétariat sur les tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face ([E/CN.15/2024/11](#)).

116. Un représentant du Service de la recherche et de l'analyse des tendances de l'ONUDC a fait une déclaration liminaire.

117. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants de l'Afrique du Sud, du Canada, de la Thaïlande, de la Chine, de l'Indonésie, du Mexique, des États-Unis et du Royaume-Uni.

118. Des déclarations ont également été faites par les observateurs et observatrices de Singapour, de l'Azerbaïdjan, de la Fédération de Russie, du Viet Nam, de la Colombie, du Royaume des Pays-Bas et de l'Algérie.

119. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences a aussi fait une déclaration (message vidéo).

120. L'observatrice d'INTERPOL et les observateurs de Penal Reform International et de Global Initiative against Transnational Organized Crime ont fait des déclarations.

121. Exerçant son droit de réponse, l'observateur de l'Ukraine a fait une déclaration.

Délibérations

122. Plusieurs orateurs et oratrices ont remercié l'ONUDC d'avoir établi le rapport sur les tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face ([E/CN.15/2024/11](#)). Ils ont souligné qu'il importait de disposer de données comparables, y compris concernant la réalisation des objectifs de développement durable, pour se tenir au fait de l'activité criminelle et de l'action des systèmes de justice pénale. La Classification internationale des infractions à des fins statistiques était un outil crucial pour la collecte, la production et la diffusion de données. Il fallait l'actualiser si l'on voulait améliorer les données disponibles au sujet des nouvelles formes de criminalité, telles que la cybercriminalité et les crimes portant atteinte à l'environnement. Le concours que l'ONUDC apportait aux États Membres pour qu'ils adoptent les méthodologies internationales et, ainsi, améliorent leurs données a été salué.

123. Considérant l'analyse des données ventilées par sexe présentée dans le rapport, certains orateurs et oratrices ont insisté sur l'importance de données inclusives, portant notamment sur le genre, pour mieux appréhender les expériences propres à différents groupes de la société. De telles données étaient jugées indispensables pour

concevoir des programmes ciblant les infractions qui touchaient certains groupes de manière disproportionnée et pour en suivre la mise en œuvre.

124. Plusieurs orateurs et oratrices ont mis en avant les incidences de plus en plus lourdes qu'avait la cybercriminalité dans leur pays. Certains ont aussi fait observer que la diffusion de la technologie et des médias sociaux, que les groupes criminels transnationaux organisés exploitaient à leurs fins, avait démultiplié l'ampleur et la complexité des escroqueries et des fraudes et compliqué la tâche aux services de détection et de répression. Il a aussi été question des escroqueries en ligne débouchant sur la traite des personnes et de l'implication extrêmement forte des jeunes, qu'ils soient auteurs ou victimes, dans la cybercriminalité. Les orateurs et oratrices ont décrit les mesures prises par leur pays face à la cybercriminalité et, pour certains, reconnu que l'évolution rapide de cette forme de criminalité contrariait les efforts déployés par le système de justice pénale, qui se devait d'évoluer lui aussi. Ils ont en outre mis en avant les initiatives de lutte contre la cybercriminalité qui étaient en cours aux niveaux régional et mondial, et noté que, par sa nature transnationale, ce phénomène appelait une riposte internationale. Certains ont demandé à l'ONUDC de diriger l'élaboration de nouvelles méthodes de lutte contre la cybercriminalité.

125. Beaucoup ont souligné qu'il importait de s'attaquer aux crimes portant atteinte à l'environnement. Ils ont exposé ce que faisait leur pays face au trafic d'espèces sauvages, à l'exploitation minière illégale et aux autres de ces infractions.

126. Un certain nombre d'orateurs et oratrices ont fait observer que les groupes criminels organisés étaient impliqués dans la cybercriminalité et dans les crimes portant atteinte à l'environnement. Quelques-uns ont relevé que la Convention contre la criminalité organisée et les Protocoles s'y rapportant, ainsi que d'autres accords régionaux, étaient des plus utiles pour lutter contre les nouvelles formes de criminalité.

127. Plusieurs orateurs et oratrices ont aussi exprimé leur attachement à l'objectif 16 du Programme 2030. Certains ont constaté et regretté le manque de progrès réalisés à cet égard.

Chapitre VIII

Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

128. À sa 8^e séance, le 16 mai 2024, la Commission a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé « Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ».

129. Elle était saisie pour ce faire des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur la suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2024/12) ;

b) Document de séance contenant un guide de discussion pour le quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2024/CRP.1) ;

c) Document de séance contenant le résumé, établi par sa présidence, du troisième cycle de discussions thématiques sur l'application de la Déclaration de Kyoto (21 et 22 septembre 2023) (E/CN.15/2024/CRP.2, en anglais seulement).

130. Une déclaration liminaire a été faite par la Secrétaire de la Commission.

131. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants des pays suivants : Pakistan (au nom d'un groupe de pays³⁷), Japon, Thaïlande, Chine, Canada, Afrique du Sud, États-Unis et Maroc.

132. Des déclarations ont également été faites par les observateurs et observatrices des pays suivants : Émirats arabes unis, Costa Rica, Fédération de Russie et Colombie.

133. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs et observatrices des entités suivantes : Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, INTERPOL, Alliance of NGOs on Crime Prevention and Criminal Justice, Global Initiative against Transnational Organized Crime et Japan Federation of Bar Associations.

A. Délibérations

134. De nombreux orateurs et oratrices ont remercié le Gouvernement japonais pour le rôle actif qu'il jouait dans le processus intergouvernemental donnant suite au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en application de la Déclaration de Kyoto. Plusieurs se sont redits déterminés à continuer de promouvoir l'application de la Déclaration de Kyoto jusqu'au quinzième Congrès, qui devait se tenir aux Émirats arabes unis en 2026.

135. Plusieurs orateurs et oratrices avaient apprécié les discussions thématiques que la Commission tenait chaque année entre les sessions, notamment celles du troisième

³⁷ Algérie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Chine, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Ghana, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malaisie, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Türkiye, Venezuela (République bolivarienne du) et Yémen, ainsi que l'État de Palestine.

cycle qui avaient eu lieu en septembre 2023 et qui avaient rassemblé des spécialistes de la prévention du crime et de la justice pénale des États Membres, des entités des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et de la société civile. Ils ont félicité l'ONUDC de l'aide qu'il apportait à la Commission pour l'organisation et le suivi de ces discussions.

136. De nombreux orateurs et oratrices ont remercié le Gouvernement des Émirats arabes unis qui allait accueillir le quinzième Congrès et réaffirmé leur soutien au processus préparatoire.

137. Plusieurs orateurs et oratrices ont noté la pertinence du thème principal du quinzième Congrès. Ils considéraient favorablement l'accent mis, dans l'ordre du jour du Congrès, sur les formes de criminalité transnationale organisée nouvelles, émergentes et évolutives, ainsi que sur les politiques de prévention du crime et de justice pénale fondées sur des données factuelles. Le quinzième Congrès serait l'occasion pour la communauté internationale de trouver et de concevoir des stratégies permettant de s'attaquer aux tendances nouvelles et émergentes observées en matière de prévention du crime et de justice pénale.

138. S'agissant des réunions préparatoires régionales, qui devaient se tenir en 2025, plusieurs orateurs et oratrices ont relevé leur importance dans le cadre général des préparatifs. Des remerciements ont été exprimés au sujet du guide de discussion pour le quinzième Congrès qui avait été élaboré par le Secrétaire général en coopération avec les instituts composant le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

139. Des orateurs et oratrices ont souhaité que le document final du quinzième Congrès soit court, concis et ciblé, et qu'il contienne des recommandations de fond tournées vers l'avenir.

140. Plusieurs orateurs et oratrices ont mis en avant le rôle crucial que jouaient les congrès des Nations Unies en favorisant l'échange de vues entre divers experts des domaines de la prévention du crime et de la justice pénale, et ils ont insisté sur le fait qu'il importait de faire participer tous les acteurs concernés, dont la société civile, aux préparatifs du quinzième Congrès.

141. La Commission a été invitée à envisager de tenir avec la Commission des stupéfiants une réunion conjointe qui serait consacrée aux liens entre drogues et criminalité transnationale organisée, dans le contexte des préparatifs de fonds du quinzième Congrès et dans la perspective de l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'ensemble des engagements concernant la politique internationale en matière de drogues auquel la Commission devait procéder en 2029.

142. Dans une déclaration commune, un groupe de délégations a condamné la haine religieuse par quelque moyen qu'elle soit exprimée, notant qu'elle encourageait la discrimination, la violence et diverses formes de criminalité qui posaient des défis aux systèmes de justice pénale, et insistant sur la nécessité de mieux sensibiliser l'opinion publique mondiale à la dangerosité et aux incidences néfastes de ce type d'actes et de coopérer efficacement au niveau international pour prévenir et combattre les infractions qui en découlaient.

B. Mesures prises par la Commission

143. À sa 8^e séance, le 16 mai 2024, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'approuver, en vue de son adoption par l'Assemblée générale, un projet de résolution révisé (E/CN.15/2023/L.3/Rev.1) intitulé « Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale », déposé par la présidence au nom de la

Commission, et dont les auteurs étaient les pays suivants : Albanie, Belgique (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), Émirats arabes unis, États-Unis, Japon, Macédoine du Nord, Norvège, République dominicaine, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande et Viet Nam. Auparavant, la Chef de la Section du budget de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDC a lu une déclaration sur les incidences financières de l'adoption de la résolution (voir document de séance E/CN.15/2024/CRP.4, disponible, en anglais seulement, sur le site Web de l'ONUDC). Après la décision de recommandation, les représentants du Royaume-Uni et du Japon ont fait des déclarations.

144. À sa 10^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'approuver, en vue de son adoption par l'Assemblée générale, un projet de résolution révisé ([E/CN.15/2024/L.5/Rev.1](#)) intitulé « Réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion », dont les auteurs étaient les pays suivants : Afrique du Sud, Albanie, Belgique (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), Brésil, Canada, Chili, Colombie, États-Unis, Guatemala, Indonésie, Japon, Macédoine du Nord, Norvège, Paraguay, République dominicaine, Royaume-Uni, Singapour, Thaïlande et Viet Nam. (Pour le texte, voir chap. I, sect. A, projet de résolution II.) Par la suite, le représentant du Japon a fait une déclaration.

Chapitre IX

Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions 75/290 A et 75/290 B de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

145. À sa 9^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a examiné le point 10 de l'ordre du jour, intitulé « Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions 75/290 A et 75/290 B de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

146. Elle était saisie pour ce faire d'un document de séance sur la manière dont elle pouvait contribuer à l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 (E/CN.15/2024/CRP.5, en anglais seulement).

147. Des déclarations liminaires ont été faites par une représentante de la Section du secrétariat des organes directeurs et par le Directeur de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONU DC.

148. Des déclarations ont été faites par les représentantes et représentants des pays suivants : Thaïlande, Autriche, Canada, Chine et États-Unis.

149. Une déclaration a également été faite par l'observatrice de la Colombie.

150. L'observateur du HCDH et l'observatrice d'INTERPOL ont aussi fait des déclarations.

Délibérations

151. Des orateurs et oratrices ont décrit ce que faisait leur pays pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 16, et mentionné des points clefs de leur examen national volontaire. Ils ont souligné qu'il importait de continuer de suivre les mesures prises pour réaliser ces objectifs, y compris dans le cadre des examens nationaux volontaires.

152. Des orateurs et oratrices, appelant l'attention sur le fait que la criminalité constituait un défi et un obstacle de taille pour la croissance économique et le développement social, ont insisté sur la nécessité de resserrer la coopération internationale. Le Sommet de l'avenir qui devait se tenir en septembre 2024 représentait à cet égard une occasion à saisir pour donner un coup d'accélérateur à la mise en œuvre du Programme 2030 et redynamiser le multilatéralisme.

153. Plusieurs orateurs et oratrices ont mis en exergue le rôle important qui revenait à la Commission s'agissant d'aider les États Membres à avancer dans la réalisation de l'objectif 16. Ils l'ont invitée à poursuivre sa coopération avec les autres organes intergouvernementaux compétents, y compris à l'extérieur du système des Nations Unies, afin de créer des synergies et de veiller à ce qu'une démarche globale soit suivie pour prévenir et combattre la criminalité et faire progresser la justice pénale.

154. Il a été noté que le quinzième Congrès, qui devait se tenir aux Émirats arabes unis en 2026, serait capital pour renforcer encore l'action de prévention du crime et de justice pénale menée à l'échelle mondiale et, ainsi, permettre l'avènement de sociétés pacifiques, justes, prospères et durables, qui pourraient contribuer à faire en sorte qu'il n'y ait pas de crises à l'avenir et à renforcer la résilience face à cet égard.

Chapitre X

Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session de la Commission

155. À sa 9^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a examiné le point 11 de l'ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session de la Commission ».

Mesures prises par la Commission

156. À sa 9^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a décidé de recommander au Conseil économique et social d'adopter un projet de décision intitulé « Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa trente-troisième session et ordre du jour provisoire de sa trente-quatrième session » ([E/CN.15/2024/L.7](#)). (Pour le texte, voir chap. I, sect. C, projet de décision II.)

Chapitre XI

Questions diverses

157. À sa 9^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a examiné le point 12 de l'ordre du jour, intitulé « Questions diverses ». Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Chapitre XII

Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-troisième session

158. À sa 10^e séance, le 17 mai 2024, la Commission a adopté par consensus le rapport sur les travaux de sa trentième-troisième session ([E/CN.15/2024/L.1](#) et [E/CN.15/2024/L.1/Add.1](#) à 7), tel que modifié oralement.

Chapitre XIII

Organisation de la session

A. Consultations informelles d'avant-session

159. À la reprise de sa trentième-deuxième session, tenue les 7 et 8 décembre 2023, la Commission est convenue de tenir sa trente-troisième session du 13 au 17 mai 2024 et des consultations informelles d'avant-session le 10 mai 2024.

160. Lors des consultations d'avant-session, tenues sous la présidence du Premier Vice-Président de la Commission, José Antonio Zabalgaitia Trejo (Mexique), la Commission a procédé à un examen préliminaire des projets de résolutions qui avaient été déposés à la date limite du 15 avril, et traité de questions liées à l'organisation de sa trente-troisième session.

B. Ouverture et durée de la session

161. La Commission a tenu la partie principale de sa trente-troisième session à Vienne du 13 au 17 mai 2024. Son président a ouvert la session. Le Président de l'Assemblée générale s'est adressé à la Commission par message vidéo. La Directrice exécutive de l'ONUDC a fait une déclaration liminaire.

C. Participation

162. Les dispositions prises pour l'organisation de la trente-troisième session avaient été portées à la connaissance des délégations le 8 avril 2024.

163. Les représentantes et représentants de 36 États membres de la Commission ont participé à la trente-troisième session. Étaient également présents les observateurs et observatrices de 92 autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de 2 États non membres de l'Organisation, les représentantes et représentants de 3 entités du système des Nations Unies et les observateurs et observatrices de 12 instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, de 18 organisations intergouvernementales et de 75 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social. La liste des participantes et participants est publiée sous la cote [E/CN.15/2024/INF/2](#).

D. Élection du Bureau

164. Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques de celui-ci, la Commission a ouvert sa trente-troisième session à l'issue de la reprise de sa trente-deuxième session, le 8 décembre 2023, à la seule fin d'élire son bureau. À cette séance, elle a élu les membres qui composent le Bureau.

165. Compte tenu de la rotation des sièges selon le principe de la répartition régionale, les membres du Bureau élus pour la trente-troisième session de la Commission et leurs groupes régionaux respectifs sont ceux indiqués ci-dessous.

<i>Fonction</i>	<i>Groupe régional</i>	<i>Membre</i>
Président	États d'Europe orientale	Ivo Šrámek (Tchéquie)

<i>Fonction</i>	<i>Groupe régional</i>	<i>Membre</i>
Premier Vice-Président	États d'Amérique latine et des Caraïbes	José Antonio Zabalgoitia Trejo (Mexique)
Deuxième Vice-Présidente	États d'Europe occidentale et autres États	Gabriela Sellner (Autriche)
Troisième Vice-Président	États d'Asie et du Pacifique	Aftab Ahmad Khokher (Pakistan)
Rapporteur	États d'Afrique	Mohamed Amine Boukhris (Maroc)

166. Un groupe composé des personnes assurant la présidence des cinq groupes régionaux et du Groupe des 77 et de la Chine ainsi que la fonction de représentant ou d'observateur de l'État occupant la présidence de l'Union européenne a été créé afin d'aider le Président de la Commission à traiter les questions d'organisation. Il constituait, avec le Bureau élu, le Bureau élargi prévu dans la résolution 2003/31 du Conseil économique et social.

167. Pendant la trente-troisième session de la Commission, le Bureau élargi s'est réuni les 15 et 16 mai 2024 pour examiner des questions liées à l'organisation des travaux.

E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

168. À sa 1^{re} séance, le 13 mai 2024, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire et le projet d'organisation des travaux ([E/CN.15/2024/1](#)) que le Conseil économique et social avait approuvés par sa décision 2023/330. L'ordre du jour était le suivant :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Débat général.
4. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
 - a) Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;
 - c) Méthodes de travail de la Commission ;
 - d) Composition des effectifs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et questions connexes.
5. Débat thématique sur la promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique, notamment en matière d'extradition, d'entraide judiciaire et de recouvrement d'avoirs, afin de prévenir et combattre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les autres formes de criminalité.
6. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant ;

- b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme ;
 - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale ;
 - e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.
- 7. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
 - 8. Tendances et nouveaux problèmes en matière de criminalité dans le monde et mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à y faire face.
 - 9. Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
 - 10. Contributions de la Commission aux travaux du Conseil économique et social, conformément aux résolutions [75/290 A](#) et [75/290 B](#) de l'Assemblée générale, y compris concernant le suivi, l'examen et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
 - 11. Ordre du jour provisoire de la trente-quatrième session de la Commission.
 - 12. Questions diverses.
 - 13. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-troisième session.

F. Documentation

169. La liste des documents dont la Commission était saisie à sa trente-troisième session figure dans le document de séance E/CN.15/2024/CRP.7.

G. Clôture de la session

170. À la 10^e séance, le 17 mai 2024, la Directrice exécutive de l'ONUDC et le Président de la Commission ont prononcé des déclarations finales. Une déclaration finale a également été faite par l'observateur du Soudan ; une autre déclaration finale a été faite par l'observateur de l'Union européenne (au nom de la présidence de l'Union³⁸).

³⁸ Les deux déclarations sont reproduites dans le journal de la trente-troisième session, au titre du point 13 de l'ordre du jour.